

LOI N° 007 / PR/2015
PORTANT PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE
PERSONNEL

القانون رقم : _____ ر/ج 2015م
المتضمن حماية البيانات ذات الطابع الشخصي

Vu la Constitution :

L'Assemblée Nationale a délibéré et adopté en sa
séance du mardi 25 novembre 2014,

Le Président de la République promulgue la Loi dont la
teneur suit :

بناءً على الدستور
تداولت الجمعية الوطنية في جلستها المنعقدة في يوم
الثلاثاء 25 نوفمبر 2014
ويصدر رئيس الجمهورية القانون الآتي نصه

TITRE I : DES DISPOSITIONS GENERALES

**CHAPITRE I: DE L'OBJET ET DU CHAMP
D'APPLICATION**

الفصل الأول: أحكام العامة
الباب الأول: الهدف - ومجال التطبيق

Article 1^{er} : La présente loi a pour objet de mettre en
place un dispositif de protection de la vie privée et
professionnelle consécutive à la collecte, au traitement,
à la transmission, au stockage et à l'usage des données
à caractère personnel, sous réserve de la protection de
l'ordre public.

Elle garantit que tout traitement, sous quelque forme
que ce soit, respecte les libertés et droits
fondamentaux des personnes physiques. Elle prend
également en compte les prérogatives de l'Etat, les
droits des collectivités territoriales décentralisées, les
intérêts des entreprises et de la société civile et veille
à ce que les Technologies de l'Information et de la
Communication (TIC) ne portent pas atteinte aux
libertés individuelles ou publiques, notamment à la vie
privée.

المادة 1 : يهدف هذا القانون إلى وضع الترتيبات لحماية
الحياة الخاصة والمهنية المتتالية في الجمع ، والمعالجة ،
والنقل ، والتخزين ، وعلى استعمال البيانات ذات الطابع
الشخصي ، مع الحفاظ ، حماية النظام العام.
وتقوم بضمان بأن المعالجة تحت أي شكل كان، فإنها
تحتزم الحريات والحقوق الأساسية للأشخاص الطبيعيين،
وتأخذ بالحسبان الصلاحيات المخولة للدولة. وترى حقوق
التجمعات الإقليمية اللامركزية، ومصالح المؤسسات
والمجتمع المدني، وتسهر على أن تكنولوجيا المعلومات
والاتصالات (TIC) لا تلحق ضرراً بالحريات الفردية
والعامة، وخاصة في الحياة الخاصة.

Article 2 : Sont soumises aux dispositions de la
présente loi :

1) Toute collecte, tout traitement, toute
transmission, tout stockage et toute utilisation des
données à caractère personnel par une personne
physique, par l'Etat, par les collectivités locales,
par les personnes morales de droit public ou de
droit privé ;

المادة 2 : يخضع لأحكام هذه المادة ما يلي :
1- كل جمع، وكل معالجة، وكل إرسال، وكل تخزين، وكل
استعمال للبيانات ذات الطابع الشخصي، من طرف
شخص طبيعي، من الدولة أو من المجموعات المحلية،
أو من طرف أشخاص معنويين من ذوي الحقوق
العامة أو الخاصة

2) Tout traitement automatisé ou non de données contenues ou appelées à figurer dans un fichier, à l'exception des traitements mentionnés à l'article 3 ci-dessous ;

3) Tout traitement des données concernant la sécurité publique, la défense, la recherche et la poursuite d'infractions pénales ou la sûreté de l'Etat, sous réserve des dérogations définies par des dispositions spécifiques fixées par d'autres textes de loi en vigueur.

Article 3 : Sont exclus du champ d'application de la présente loi, les traitements de données utilisées par une personne physique dans le cadre exclusif de ses activités personnelles ou domestiques, à condition que les données ne soient pas destinées à une communication systématique à des tiers ou à la diffusion.

Article 4 : La présente loi ne peut limiter :

- les modes de production d'informations disponibles en vertu d'une loi pour une partie dans quelque procédure judiciaire que ce soit ;
- le pouvoir des Cours et tribunaux judiciaires de contraindre un témoin de témoigner ou de contraindre la production de preuves.

CHAPITRE II : DES DEFINITIONS

Article 5 : Aux fins de la présente loi, les termes et expressions suivants, s'entendent comme il est précisé ci-après :

ANSICE : Agence Nationale de Sécurité Informatique et de Certification Electronique. Autorité nationale administrative indépendante chargée de veiller au respect, sur le territoire national, des dispositions de la présente loi.

CEEAC : Communauté Economique des Etats de l'Afrique Centrale ;

CEMAC : Communauté Economique et Monétaire de l'Afrique Centrale ;

Code de conduite : chartes d'utilisation élaborées par le responsable du traitement afin d'instaurer un usage correct des ressources informatiques, de l'Internet et des communications électroniques de la structure concernée et homologuée par l'ANSICE.

Consentement de la personne concernée : toute manifestation de volonté expresse, non équivoque, libre, spécifique et informée par laquelle la personne

2- كل معالجة آلية أم لا للبيانات المتضمنة أ، التي في بطاقة المعلومات باستثناء المعالجات المنصوص في المادة (3) أدناه.

3- كل معالجة للبيانات تتعلق بالأمن العام ، بالدفاع أو بالبحث عن متابعة المخالفات الإجرامية ، أ، أمن الدولة ، تحت تحفظ الاستثناءات المحددة بأحكام خاصة مبينة في نصوص قانونية أخرى سارية المفعول.

المادة 3 : غير معنيين بميدان تطبيق هذا القانون معالجة البيانات التي استعملها شخص طبيعي في إطار أنشطته الشخصية أو المنزلية بشرط هذه البيانات لا توجه وتنقل إلى طرف ثالث أو تنشر.

المادة 4 : أن هذا القانون لا يمكن أن يحدد :

- كيفية إنتاج المعلومات الجاهزة بحكم القانون لصالح طرف في أية إجراءات قضائية مهما كانت
- على سلطات المحاكم القضائية أن تجبر شاهداً ليشهد أو تلزم بإصدار الأدلة

الفصل الثاني : تحديد المصطلحات

المادة 5 : لأغراض هذا القانون ، فإن المعاني والعبارات التالية يفهم منها حسب ما هو موضح على النحو التالي :

ANSICE : الوكالة الوطنية للأمن المعلوماتي والاعتماد الإلكتروني ، هي سلطة وطنية إدارية مستقلة مكلفة بالسيهر من أجل الاحترام في كافة الأراضي الوطنية لأحكام هذا القانون.

CEEAC : المجموعة الاقتصادية لدول إفريقيا المركزية.

CEMAC : المجموعة الاقتصادية والنقدية لدول أفريقيا المركزية.

قانون الضبط : هي موثيق الاستعمال تم إعدادها من طرف المعالجة من أجل وضع نظام دقيق للموارد المعلوماتية ، والانترنت والاتصالات الإلكترونية للهيكل المعني المصدق عليه من طرف الوكالة SANSICE.

موافقة الشخص المعني : كل تعبير عن النية التي يبديها الشخص ، دون التباس ، بكل حرية ، لها خاصة ، ويخطر

concernée ou son représentant légal, judiciaire ou conventionnel accepte que ses données à caractère personnel fassent l'objet d'un traitement manuel ou électronique.

Destinataire : toute personne habilitée à recevoir communication de ces données autre que la personne concernée, le responsable du traitement, le sous-traitant et les personnes qui, en raison de leurs fonctions, sont chargés de traiter les données.

Données à caractère personnel : toute information relative à une personne physique identifiée ou identifiable directement ou indirectement, par référence à un numéro d'identification ou à un ou plusieurs éléments, propres à son identité physique, physiologique, génétique, psychique, culturelle, sociale ou économique.

Données génétiques : toutes données concernant les caractères héréditaires d'un individu ou d'un groupe d'individus apparentés.

Données sensibles : toutes les données à caractère personnel relatives aux opinions ou activités religieuses, philosophiques, politiques, syndicales, à la vie sexuelle ou raciale, à la santé, aux mesures d'ordre social, aux poursuites, aux sanctions pénales ou administratives.

Données dans le domaine de la santé : toute information concernant l'état physique et mental d'une personne concernée, y compris les données génétiques précitées.

Fichier de données à caractère personnel : tout ensemble structuré de données accessibles selon des critères déterminés, que cet ensemble soit centralisé, décentralisé ou réparti de manière fonctionnelle ou géographique.

Interconnexion des données à caractère personnel : tout mécanisme de connexion consistant en la mise en relation de données traitées pour une finalité déterminée avec d'autres données traitées pour des finalités identiques ou non, ou liées par un ou plusieurs responsables de traitement.

Mineur : toute personne physique qui n'a pas le statut de majeur en vertu du code pénal tchadien.

Personne concernée : toute personne physique qui fait l'objet d'un traitement des données à caractère personnel.

Prospection directe : toute sollicitation effectuée au moyen de l'envoi de message, quel qu'en soit le support

par le destinataire ou son représentant légal, judiciaire ou conventionnel accepte que ses données à caractère personnel fassent l'objet d'un traitement manuel ou électronique.

Destinataire : toute personne habilitée à recevoir communication de ces données autre que la personne concernée, le responsable du traitement, le sous-traitant et les personnes qui, en raison de leurs fonctions, sont chargés de traiter les données.

Données à caractère personnel : toute information relative à une personne physique identifiée ou identifiable directement ou indirectement, par référence à un numéro d'identification ou à un ou plusieurs éléments, propres à son identité physique, physiologique, génétique, psychique, culturelle, sociale ou économique.

Données génétiques : toutes données concernant les caractères héréditaires d'un individu ou d'un groupe d'individus apparentés.

Données sensibles : toutes les données à caractère personnel relatives aux opinions ou activités religieuses, philosophiques, politiques, syndicales, à la vie sexuelle ou raciale, à la santé, aux mesures d'ordre social, aux poursuites, aux sanctions pénales ou administratives.

Données dans le domaine de la santé : toute information concernant l'état physique et mental d'une personne concernée, y compris les données génétiques précitées.

Fichier de données à caractère personnel : tout ensemble structuré de données accessibles selon des critères déterminés, que cet ensemble soit centralisé, décentralisé ou réparti de manière fonctionnelle ou géographique.

Interconnexion des données à caractère personnel : tout mécanisme de connexion consistant en la mise en relation de données traitées pour une finalité déterminée avec d'autres données traitées pour des finalités identiques ou non, ou liées par un ou plusieurs responsables de traitement.

Mineur : toute personne physique qui n'a pas le statut de majeur en vertu du code pénal tchadien.

Personne concernée : toute personne physique qui fait l'objet d'un traitement des données à caractère personnel.

Prospection directe : toute sollicitation effectuée au moyen de l'envoi de message, quel qu'en soit le support

الخيرية وجهة من أجل الترقية المباشرة أو غير المباشرة للمال أو الخدمات أو صورة الشخص الذي يقوم ببيع المعدات أو مقدم الخدمات.

مهنيو المعالجات الصحيحة: كل شخص تم تحديده طبقا لما ورد في النصوص الوطنية.

المسئول عن المعالجة: كل شخص طبيعى او معنوي عام، أو خاص وكل جمعية أو منظمة سواء بمفردها أو مع الآخرين تتخذ قرار أو أجل جمع ومعالجة البيانات ذات الطابع الشخصى وتحدد مصيرها.

الخدمات عن بعد: كل تقديم خدمات ذات قيمة مطابقة تركز حول الاتصالات أو المعلومات، وتهدف للسماح بطريقة التفاعل أو عن بعد، للشخص الطبيعي أو المعنوي عام أو خاص إمكانية القيام بالأنشطة أو الإجراءات.

المعالجة بالنيابة: كل شخص طبيعى أو معنوي، وكل منظمة أو جمعية تعالج بيانات لحساب مسئول المعالجة وتحت تعليماته.

نظام الإنذار المبني : هي ترتيبات تسمح للأفراد بالكشف عن سلوكيات أحد أعضاء منظماتهم ، مخالفة حسب رأيهم لإحدى اللوائح أو القواعد الأساسية التي أعدتها منظماتهم.

تكنولوجيا المعلومات والاتصالات (TIC) : هي التكنولوجيا المستعملة للتجميع والتخزين والاستعمال وإرسال المعلومات وكذا تلك التي تؤدي إلى استخدام الكمبيوتر أو جميع أنظمة الاتصال.

الطرف الثالث: كل شخص طبيعي أو معنوي، عام أو خاص أو أي منظمة أو جمعية أخرى، من غير الشخص المعني أو المسئول عن المعالجة أو وكيله أو الشخص الذي يتمتع بحماية المسئول عن المعالجة، أو وكيل مؤهلين لمعالجة البيانات.

معالجة البيانات ذات الطابع الشخصي: كل عملية أو مجموعة عمليات نفذت أو لم تنفذ بواسطة إجراءات آلية أم لا وطبقت على البيانات مثل الجمع، والاستغلال، والتسجيل، والتنظيم، والحفاظة والتأقلم والتغيير، والقلع والحفظ والنسخ والاستشارة، الاتصال عبر البث، النشر أو أي شكل آخر للتطبيق، التقارب، أو الاتصال

communication par transmission, la diffusion ou toute autre forme de mise à disposition, le rapprochement ou l'interconnexion, ainsi que le verrouillage, le cryptage, l'effacement ou la destruction des données à caractère personnel.

Article 6 : Pour les termes et expressions qui ne sont pas définis dans la présente loi, il convient en tant que de besoin, de se référer aux définitions données par les conventions, décisions et documents de l'Union Internationale des Télécommunications (UIT) ou à ceux de l'Union Africaine (UA), de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique Centrale (CEEAC), ou à ceux de la Communauté Economique et Monétaire de l'Afrique Centrale (CEMAC).

TITRE II : DES PRINCIPES DIRECTEURS DU TRAITEMENT DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL

CHAPITRE I : DU CONSENTEMENT, DE LA LEGITIMITE, DE LA LICEITE ET DE LA LOYALTE

Article 7 : Le traitement des données à caractère personnel est considéré comme légitime si la personne concernée donne son consentement. Toutefois, il peut être dérogé à cette exigence du consentement lorsque le traitement est indispensable :

- au respect d'une obligation légale à laquelle le responsable du traitement est soumis ;
- à l'exécution d'une mission d'intérêt public ou relevant de l'exercice de l'autorité publique dont est investi le responsable du traitement ou le tiers auquel les données sont communiquées ;
- à l'exécution d'un contrat auquel la personne concernée est partie ou à l'exécution de mesures précontractuelles prises à sa demande ;
- à la sauvegarde de l'intérêt ou des droits et libertés fondamentaux de la personne concernée.

Article 8 : La collecte, l'enregistrement, le traitement, le stockage et la transmission des données à caractère personnel doivent se faire de manière licite, loyale et non frauduleuse.

المتعدد ، وكذا الأغلاق وتغيير الرموز ، المسح أو تدمير البيانات ذات الطابع الشخصي.

المادة 6 : بالنسبة للمصطلحات والعبارات التي لم يحددها هذا القانون يرجى في حالة الحاجة العودة إلى تعريفات البيانات الواردة في الاتفاقيات والقرارات ووثائق الاتحاد الدولي للاتصالات أو إلى الاتحاد الأفريقي (UA) أو المجموعة الاقتصادية لدول أفريقيا المركزية (CEEAC) أو المجموعة الاقتصادية والنقدية لدول أفريقيا المركزية (CEMAC).

الباب الثاني: المبادئ التوجيهية لمعالجة البيانات ذات الطابع الشخصي.

الفصل الأول: الموافقة ، والشرعية والإباحة والأمانة.

المادة 7 : أن معالجة النصوص ذات الطابع الشخصي تعتبر شرعية إذا كان الشخص المعني أعطى موافقته.

يمكن أن يخيد عن هذه الفرضية - الموافقة - حينما تكون الموافقة أمراً ضرورياً.

أ- في عملية احترام اللازم الشرعي الذي يخضع له مسئولية المعالجة

ب- في تنفيذ مهمة ذات مصلحة عامة أو تابعة لممارسة عمل السلطة العامة التي كلف بها مسئول المعالجة أو الطرف الثالث الذي أرسلت إليه البيانات

ج- في تنفيذ العقد الذي يعتبر الشخص المعني طرفاً فيه، أو تنفيذ إجراءات تعاقدية أبرمت بناء على طلبه

د- لحماية المصلحة أو الحقوق والحريات الأساسية للشخص المعني.

المادة 8 : على الجمع والتسجيل والمعالجة والتخزين ونشر البيانات ذات الطابع الشخصي أن تنفذ بطريقة شرعية قانونية وأمانة وغير مغشوشة.

CHAPITRE II : DE LA FINALITE, DE LA PERTINENCE ET DE LA CONSERVATION

الباب الثاني : الغاية ، الملاءمة ، والاحتفاظ

Article 9 : Les données doivent être collectées pour des finalités déterminées, explicites et légitimes et ne peuvent pas être traitées ultérieurement de manière incompatible avec ces finalités.

المادة 9 : على البيانات أن تجمع لغايات محددة واضحة وشرعية ولا يمكن أن تعالج فيما بعد بطريقة متناقضة مع غاياتها.

Article 10 : Les données doivent être adéquates, pertinentes et non excessives au regard des finalités pour lesquelles elles sont collectées et traitées ultérieurement.

المادة 10 : على البيانات أن تكون ملائمة وموافقة وليست مفرطة بالنسبة للغايات التي وجد من أجلها الجمع والمعالجات اللاحقة.

Article 11 : Les données doivent être conservées pendant une durée qui n'excède pas la période nécessaire aux finalités pour lesquelles elles ont été collectées et/ou traitées.

المادة 11 : على البيانات أن تحفظ لمدة لا تتجاوز المدة التي تتوافق مع الغايات التي من أجلها تم الجمع والمعالجة.

Au-delà de cette période requise, les données ne peuvent faire l'objet d'une conservation qu'à des fins historiques, statistiques ou de recherches en vertu des dispositions légales.

لا يمكن للبيانات أن تصبح موضوعاً للاحتفاظ أكثر من المدة المسموح بها إلا لغايات تاريخية وإحصائية أو لأبحاث تصب في مصلحة الأحكام القانونية.

Les modalités d'application de l'alinéa ci-dessus seront précisées par voie réglementaire.

يتم تحديد طرق الفقرة الواردة أعلاه بطرق تنظيمية.

CHAPITRE III : DE L'EXACTITUDE ET DE LA TRANSPARENCE

الفصل الثالث : الانضباط والشفافية

Article 12 : Les données collectées doivent être exactes et, si nécessaire, mises à jour chaque fois que nécessaire. Toute mesure raisonnable doit être prise pour que les données inexactes ou incomplètes, au regard des finalités pour lesquelles elles sont collectées et traitées ultérieurement, soient effacées ou rectifiées.

المادة 12 : على البيانات المتحصل عليها أن تكون دقيقة إذا لزم الأمر وأن تجدد مراراً وتتخذ كل الإجراءات اللازمة بحيث لا تخل البيانات عن الصحة والكمال بالنسبة للغايات التي جمعت وعولجت من أجلها سواء تمسح أو تعدل.

Article 13 : Le principe de transparence implique une information obligatoire de la part du responsable du traitement portant sur les données à caractère personnel à l'endroit de la personne concernée.

المادة 13 : إن مبدأ الشفافية يضمن في طياته معلومات إلزامية من طرف مسئول المعالجة تتضمن حول البيانات ذات الطابع الشخصي تجاه الشخص المعني.

CHAPITRE IV : DE LA CONFIDENTIALITE, DE LA SECURITE ET DU CHOIX DU SOUS-TRAITANT

الفصل الرابع : السرية والأمن واختيار العميل

Article 14 : Les données à caractère personnel doivent être traitées de manière confidentielle et être protégées, notamment lorsque le traitement comporte des transmissions de données dans un réseau.

المادة 14 : على البيانات ذات الطابع الشخصي أن تعالج بسرية وبصيانة عندما تحمل المعالجة بث بيانات الشبكات.

Article 15 : Lorsque le traitement est mis en œuvre pour le compte du responsable du traitement par un sous-traitant, celui-ci doit justifier des garanties suffisantes. Il incombe au responsable du traitement

المادة 15 : في حالة أن المعالجة نفذت على حساب مسئول المعالجة أو نائبه، فإن هذا الأخير يبرر للضمانات الكافية، ويقع على عاتق مسئول المعالجة وكذا نائبه القيام باحترام

ainsi qu'au sous-traitant de veiller au respect des mesures de sécurité définies par la présente loi.

كافة الإجراءات الأمنية المحددة بهذا القانون.

الباب الخامس : المعالجات الرامية حول التصنيفات الخاصة بالبيانات

CHAPITRE V : DU TRAITEMENT PORTANT SUR DES CATEGORIES PARTICULIERES DES DONNEES

Article 16 : Le traitement de données biométriques et de données à caractère personnel qui, si elles sont traitées pour ce qu'elles révèlent ou contiennent, révèlent l'origine raciale ou ethnique, la filiation, les opinions politiques, les convictions religieuses ou philosophiques, l'appartenance syndicale, le sexe ainsi que le traitement des données relatives à la santé et à la vie sexuelle est interdit sauf si :

المادة 16 : إن معالجة البيانات البيومترية والبيانات ذات الطابع الشخصي إذا كان أولجت انطلاقاً مما تبديه أو تحمله يبين سبباً عرقياً أو قسبياً أو إرثياً أو آراء سياسية أو فلسفية أو انتماءات نقابية أو جنسية وكذا البيانات المرتبطة بالصحة أو بالحياة الجنسية فهي محظورة إلا فيما يلي :

- a) la personne concernée a donné son consentement explicite écrit, que ce soit sur un support papier, support électronique ou tout autre support équivalent, à un tel traitement sauf dans le cas où la loi prévoit que l'interdiction visée à l'alinéa 1^{er} ne peut être levée par le consentement écrit de la personne concernée ;
Le consentement peut être retiré à tout moment sans frais par la personne concernée ;
- b) le traitement est nécessaire en vue de respecter les obligations et les droits spécifiques du responsable du traitement en matière de droit du travail ;
- c) le traitement est nécessaire à la défense des intérêts vitaux de la personne concernée ou d'une autre personne dans le cas où la personne concernée se trouve dans l'incapacité physique ou juridique de donner son consentement ou n'est pas représentée ;
- d) le traitement est effectué par des associations dotées de la personnalité juridique ou par des établissements d'utilité publique qui ont pour objet social principal la défense et la promotion des droits de l'homme et des libertés fondamentales, en vue de la réalisation de cet objet, à condition que ce traitement soit autorisé par l'ANSICE et que les données ne soient pas communiquées à des tiers sans le consentement écrit des personnes concernées, que ce soit sur un support papier, support électronique ou tout autre support équivalent ;
- e) le traitement est nécessaire à la réalisation

أ- الشخص المعني قد أعطى موافقته بكتابة خطية ورقية أو إلكترونية أو ما يعادله في مثل ذلك ما عدى في الحالات التي يقرر فيها القانون المنع المذكور في الفقرة 1 ، لأن ذلك لا يمكن أن يرفع بالموافقة المكتوبة من الشخص المعني.
يمكن سحب الموافقة من قبل المعني في أي لحظة دون نفقة.

ب- إن المعالجة ضرورية من احترام الالتزامات والحقوق الخاصة بمسئول المعالجة في مادة حق العمل

ج- المعالجة ضرورية في الدفاع عن المصالح الهامة للشخص المعني أو لشخص آخر في حالة أن الشخص المعني وجد في حالة عجز بدني أو قانوني ليعطي موافقته أو لم يكن ممثلاً

د- المعالجة تتم من طرف جمعيات مزودة بشخصيات قانونية أو من طرف مؤسسات ذات طابع عام والذين يهدفون إلى الدفاع وتطوير حقوق الإنسان والحريات الأساسية بغية تحقيق هذا الهدف بشرط أن هذه المعالجة يسمح بها من طرف وكالة ANSICE وأن البيانات لا تبلغ إلى طرف ثالث دون موافقة مكتوبة من الأشخاص المعنيين سواء أكان ذلك في أوراق عادية أو بالخدمات الإلكترونية أو غيرها من الخدمات المعادلة

- d'une finalité fixée par ou en vertu de la loi, en vue de l'application de la sécurité sociale ;
- f) le traitement est nécessaire à la constatation, à l'exercice ou à la défense d'un droit en justice ou dans une procédure judiciaire où une enquête pénale est ouverte moyennant des garanties appropriées ;
- g) le traitement porte sur des données manifestement rendues publiques par la personne concernée ;
- h) le traitement est nécessaire à des recherches à des fins historiques, statistiques ou scientifiques. L'ANSICE déterminera les conditions régissant de tels traitements ;
- i) le traitement est effectué en exécution des lois relatives à la statistique publique ou d'une décision judiciaire ;
- j) lorsque le traitement est nécessaire aux fins de médecine préventive, des diagnostics médicaux, de l'administration de soins ou de traitements soit à la personne concernée, soit à un parent, ou de la gestion de services de santé agissant dans l'intérêt de la personne concernée et le traitement est effectué sous la surveillance d'un professionnel des soins de santé ;
- k. lorsque le traitement des données à caractère personnel visé au premier alinéa est permis par une loi pour un autre motif important d'intérêt public.

Article 17 : Le traitement des données à caractère personnel visés à l'article 16 ci-dessus ne peut être effectué que sur consentement écrit de la personne concernée ou

lorsque le traitement est nécessaire pour la prévention d'un danger concret ou la répression d'une infraction pénale déterminée; et ce uniquement sous la responsabilité d'un professionnel des soins de santé.

Lors d'un traitement de données à caractère personnel visé au présent article, le professionnel des soins de santé et ses préposés ou mandataires sont soumis au secret professionnel.

Article 18 : Le traitement de données génétiques ou de données à caractère personnel qui, si elles sont traitées pour ce qu'elles révèlent ou contiennent, sont relatives à la santé est interdit sauf si :

هـ- المعالجة ضرورية من أجل إنجاز غايات محددة بالقانون بغية تطبيق الأمن الاجتماعي

و- المعالجة ضرورية حينما تكون هناك ملاحظة أو ممارسات أو الدفاع في حق أمام العدالة أو أثناء الإجراءات القانونية أو التحقيقات الجنائية المفتوحة والضمانات الخاصة بذلك

ز- المعالجة تحمل البيانات التي تم نشرها من طرف الشخص المعني

ح- المعالجة ضرورية أثناء البحوث وغايات تاريخية أو إحصائية أو علمية

ط- إن الوكالة ANSICE تحدد الشروط التي تدير مثل هذه المعاملات

ي- المعالجة تنفيذ عبر القوانين المتعلقة بالإحصاء العام أو بقرارات قضائية

ك- حينما تكون المعالجة ضرورية لغايات طبية وقائية ، أو لفحوصات طبية ، إدارة العلاج أو الشخص المعني أو قريبه أو إدارة الخدمات الصحية تتصرف لصالح الشخص المعني وأن المعالج يحال إلى المراقبة من طرف مهني في العلاج الصحي

ل- حينما تكون معالجة البيانات ذات الطابع الشخصي مبنية في الفقرة الأولى مسموح بها من طرف القانون لسبب آخر هام ذوي مصلحة عامة

المادة 17 : إن معالجة البيانات ذات الطابع الشخصي المشار إليها في المادة 16 أعلاه لا يمكن أن تجرى إلا بموافقة مكتوبة من الشخص المعني ، أو حينما تكون المعالجة ضرورية من أجل الوقاية من خطر ملموس أو من القمع أو من مخالفات جنائية محددة وذلك خاصة تحت مسئولية مهني للعلاج الصحي أثناء معالجة البيانات ذات الطابع الشخصي المشار إليها في هذه المادة فإن مهني الصحة والعاملين معه يخضعون للاحتفاظ بسر المهنة.

المادة 18 : إن المعالجة ذات الطابع الجيني أو بيانات ذات طابع شخصي إذا كان عولجت بكونها تكشف أو تتضمن أموراً سرية ذات طابع صحي فيمنع نشرها إلا في حالة :

- a) la personne concernée a donné son consentement explicite écrit, que ce soit sur un support papier, support électronique ou tout autre support équivalent, à un tel traitement sauf dans le cas où la loi prévoit que l'interdiction visée à l'alinéa 1er ne peut être levée par le consentement écrit de la personne concernée. Ce consentement peut être retiré à tout moment sans frais et sans motivation à moins que cela ne porte atteinte à la personne concernée ou, de manière disproportionnée, aux intérêts du responsable de traitement ;
- b) le traitement est nécessaire à fin d'exécuter les obligations et les droits spécifiques du responsable du traitement en matière de droit du travail ;
- c) le traitement est nécessaire à la réalisation d'une finalité fixée par ou en vertu de la loi, en vue de l'application de la sécurité sociale
- d) le traitement est nécessaire à la promotion et à la protection de la santé publique y compris le dépistage ;
- e) le traitement est rendu obligatoire par ou en vertu d'une loi ou tout acte législatif équivalent pour des motifs d'intérêt public importants ;
- f) le traitement est nécessaire à la défense des intérêts vitaux de la personne concernée ou d'une autre personne dans le cas où la personne concernée se trouve dans l'incapacité physique ou juridique de donner son consentement ou n'est pas représentée
- g) le traitement est nécessaire pour la prévention d'un danger concret ou la répression d'une infraction pénale déterminée ;
- h) le traitement porte sur des données manifestement rendues publiques par la personne concernée ;
- i) le traitement est nécessaire à la constatation, à l'exercice et/ou à la défense d'un droit en justice
- j) le traitement est nécessaire à des recherches à des fins historiques, statistiques ou scientifiques dans les conditions déterminées par l'ANSICE ;
- k) le traitement est nécessaire aux fins de médecine préventive, des diagnostics médicaux, de l'administration de soins ou de traitements soit à la personne concernée, soit à son conjoint ou ses enfants, ou de la gestion de services de santé agissant dans l'intérêt de la personne concernée et les données
- أ- أن الشخص المعني أعطى موافقته بكتابة خطية سواء في الورق أو بالقناة الإلكترونية أو ما يعادلها ، وفي مثل هذه المعالجة ما عدى الحالات التي يقرر فيها القانون المنع المشار إليه في الفقرة الأولى فإنه لا يمكن أن يزال ذلك بموافقة مكتوبة من الشخص المعني. وأن هذه الموافقة يمكن أن تسحب في كل وقت وبدون مقابل وبدون مشورة إلا إذا كان ذلك لا يؤدي بالشكوك للشخص المعني أو بأسلوب يخل في مصالح مسئول المعالجة
- ب- المعالجة ضرورية من أجل تنفيذ الالتزامات والحقوق الخاصة لمسئول المعالجة في مجال قانون العمل.
- ج- المعالجة ضرورية في إنجاز الغايات المحددة من طرف القانون بغية تحقيق الأمن الاجتماعي
- د- المعالجة ضرورية في تطوير وحماية الصحة العامة بما في ذلك الكشف المبكر عن مرض السيدا
- هـ- المعالجة تكون إجبارية أو يفرضها القانون أو غيره من الشرائح المعادلة لأسباب مصلحة عامة هامة
- و- المعالجة ضرورية للدفاع عن مصالح الشخص المعني أو لشخص آخر في الحالة التي يكون فيها الشخص المعني وجد عاجزاً بديناً أو قانونياً يعطي موافقته أو عدم تمثيله
- ز- المعالجة ضرورية من أجل الوقاية عن خطر محقق أو قمع أو مخالقات جنائية محددة
- ح- المعالجة تتعلق بالبيانات التي نشرت من طرف الشخص المعني
- ط- المعالجة ضرورية في الملاحظة والممارسة أو الدفاع عن حق أمام العدالة
- ي- المعالجة ضرورية في البحوث ذات الغايات التاريخية والإحصائية أو العلمية وفقاً للشروط التي حدتها الوكالة ANSICE
- ك- المعالجة ضرورية لغايات طبية وقائية وفحوصات طبية ، وإدارة العلاجات المعالجة سواء للشخص المعني أو لزوجته أو لأولاده أو لإدارة الخدمات الصحية المتوفرة في مصلحة الشخص المعني وأن

sont traitées sous la surveillance d'un professionnel des soins de santé;

Article 19 : Le traitement des données à caractère personnel visées à l'article 18 ci-dessus ne peut, sauf dans le cas d'un consentement écrit de la personne concernée ou lorsque le traitement est nécessaire pour la prévention d'un danger concret ou la répression d'une infraction pénale déterminée, être effectué uniquement sous la responsabilité d'un professionnel des soins de santé.

Article 20 : En application des articles 16 alinéa j et 18 alinéa d et k, le traitement de données génétiques et de données à caractère personnel qui, si elles sont traitées pour ce qu'elles révèlent ou contiennent, sont relatives à la santé ne peuvent être traitées que moyennant l'octroi à la personne concernée d'un identifiant patient unique différent de tout autre numéro d'identification par l'autorité publique désignée par la loi pour ce faire.

L'interconnexion de ce numéro avec tout autre numéro identifiant ou permettant d'identifier la personne concernée ne pourra être possible que moyennant l'autorisation expresse de l'ANSICE.

Article 21 : Le traitement de données à caractère personnel relatives à des litiges soumis aux cours et tribunaux ainsi qu'aux juridictions administratives, aux fins des poursuites ou des condamnations ayant trait à des infractions, ou à des sanctions administratives ou des mesures de sûreté, est interdit sauf si le traitement est effectué :

- a) sous le contrôle d'une autorité publique ou d'un officier ministériel au sens de la loi ou lorsque le traitement est nécessaire à l'exercice de leurs tâches ;
- b) par d'autres personnes lorsque le traitement est nécessaire à la réalisation des finalités fixées par ou en vertu d'une loi ;
- c) par des personnes physiques ou morales de droit public ou de droit privé pour autant que la gestion de leurs propres contentieux l'exige ;

البيانات تعالج تحت الرقابة من طرف مهني في

العلاج الصحي

المادة 19 : إن معالجة البيانات ذات الطابع الشخصي المشار إليها في المادة 18 أعلاه لا يمكن لها ما عدى في حالات الموافقة المكتوبة من طرف الشخص المعني أو حينما تكون معالجة ضرورية للوقاية من خطر ملموس أو وقوع مخالفات جنائية محددة ، فإنها تجرى بصورة خاصة تحت مسئولية مهني في العلاج الصحي.

المادة 20 : تطبيقاً للمادتين 16 الفقرة ي والمادة 18 و الفقرة ك فإن معالجة البيانات الجينية والبيانات ذات الطابع الشخصي التي إذا ما تمت معالجتها لما تكشف من أسرار تتعلق بالصحة لا يمكن أن تنشر إلا للشخص المعني أو لشخص موكل ومعرف برقم خاص من طرف السلطات العامة ومعين قانوناً لهذا الصدد.

لا يمكن استخدام ذلك الرقم في الربط بالنظام مع أي رقم آخر يمكن من تشخيص الشخص المعني، إلا بتصريح من وكالة ANSICE

المادة 21 : إن معالجة البيانات ذات الطابع الشخصي المتعلقة بنزاعات قدمت أمام المحاكم أو أما المحاكم الإدارية من أجل المتابعات أو الإدانات ، وهي تتعلق بالمخالفات أو بعقوبات إدارية أو بإجراءات ذات طابع أمني فإنها تمنع ما عدى إذا كانت المعالجة قد تمت عبر :

أ- تحت مراقبة سلطة عامة أو ضابط وزارة بنفس القانون أو حينما تكون المعالجة ضرورية بممارسة عملهم

ب- من طرف أشخاص آخرين حينما تكون المعالجة ضرورية من أجل إنجاز غايات محددة بموجب القانون

ج- من طرف أشخاص طبيعيين أو معنويين بالقانون العام أو بالقانون الخاص وأن إدارة نزاعهم الخاص تتطلب ذلك

- d) par des avocats ou d'autres conseils juridiques, lorsque la défense de leurs clients l'exige.

Article 22 : Le traitement de données à caractère personnel relatives à des litiges soumis aux tribunaux et aux cours, ainsi qu'aux juridictions administratives, en cas de suspicions, des poursuites ou des condamnations ayant trait à des infractions, ou à des sanctions administratives ou des mesures de sûreté est interdit, sauf si le traitement est nécessaire à des recherches à des fins historiques, statistiques ou scientifiques.

Les conditions régissant de tels traitements sont déterminées par voie réglementaire.

Article 23 : Les personnes qui, en vertu de l'article 21 ci-dessus sont autorisées à traiter les données à caractère personnel, sont soumises au secret professionnel.

L'alinéa 1 ci-dessus ne s'applique cependant pas à l'égard du client de l'avocat.

Article 24 : Les données à caractère personnel relatives aux mineurs ne pourront être traitées que dans le respect des règles de représentation et à l'association du mineur à l'exercice de ses droits tels que prévus à l'article 48 de la présente loi.

Article 25 : L'ANSICE peut prévoir des exceptions aux dispositions se rapportant aux mesures de sécurité technique, ainsi qu'à celles liées aux droits de la personne concernée lorsque le traitement est effectué par un avocat, ou toute personne assimilée en vertu du droit national, dans l'exercice de sa mission dans la seule mesure où elles s'avèrent nécessaires pour concilier le droit à la vie privée avec les règles régissant l'exercice de sa mission.

CHAPITRE VI : DU TRAITEMENT PORTANT SUR DES CATEGORIES NON PARTICULIERES DES DONNEES

Article 26 : Le traitement de données à caractère personnel non sensibles est, sans le consentement indubitable de la personne concernée, autorisé s'il est nécessaire :

- a) à l'exécution d'un contrat auquel la personne concernée est partie ou à l'exécution de

- د- من طرف محامين أو مستشارين قانونيين آخرين
حينما يكون دفاع زياتهم يتطلب ذلك

المادة 22 : معالجة البيانات ذات الطابع الشخصي المتعلقة بالنزاعات المعروضة إلى المحاكم ، وإلى القضاء الإداري في حالة الشك في المتابعة أو الإدانات التي لها علاقة بالمخالفات أو العقوبات الإدارية أو الإجراءات الأمنية فإنها ممنوعة ما عدى إذا كانت المعالجة ضرورية في البحث لأهداف تاريخية أو إحصائية أو علمية.

إن الشروط التي تقوم بإدارة مثل هذه المعالجات يتم تحديدها بالطرق اللائحة.

المادة 23 : الأشخاص الذين بموجب المادة 21 أعلاه مسموح لهم بمعالجة البيانات ذات الطابع الشخصي فإنهم يخضعون لاحترام سر المهنة.

الفقرة 1 أعلاه فإنها لا تطبق في هذه الحالة تجاه زبون المحامي.

المادة 24 : البيانات ذات الطابع الشخصي المتعلقة بالقاصرين لا يمكن أن تعالج إلا في ظل احترام قواعد التمثيل أو حضور القاصر لممارسة حقوقه حسب ما هي موضحة في المادة 48 من هذا القانون.

المادة 25 : إن الوكالة ANSICE يمكن لها أن تتوقع استثناءات للأحكام المتعلقة بالإجراءات الأمنية الفنية وكذا في تلك المرتبطة بحقوق الشخص المعني حينما تجرى المعالجة من طرف محامي أو أي شخص آخر مثيل له بموجب القانون الوطني ، في إطار ممارسة مهنته واتخاذ بالإجراءات التي يراها ضرورية من أجل الموازنة بين الحق والحياة الخاصة من القانون والقواعد التي تدير ممارسة مهنته.

الفصل السادس : المعالجات الرامية حول تصنيفات غير خاصة بالبيانات

المادة 26 : إن معالجة البيانات ذات الطابع الشخصي غير حساسة ولا تتطلب موافقة الشخص المعني أو تصريحه إذا كان ذلك ضرورياً في :

- أ- تنفيذ العقد حيث الشخص المعني طرفاً فيه أو تنفيذ إجراءات قبل العقد تم اتخاذها بناء على

- mesures précontractuelles prises à sa demande ;
- ب- في احترام التزام قانوني حيث أن مسئول المعالجة يطلبه يخضع له
- ج- الحفاظ على المصالح الهامة للشخص المعني
- د- تنفيذ مهمة ذات مصلحة عامة أو تعود إلى ممارسات السلطة العامة التي يشغل معها مسئول المعالجة أو الطرف الثالث الذي أرسلت إليه البيانات
- هـ- في إنجاز المصلحة الشرعية المتابعة من طرف مسئول المعالجة أو من طرف أو أطراف ثالثة حيث أرسلت إليهم البيانات بشرط أن لا تنتهك المصلحة أو الحقوق أو الحريات الأساسية للشخص المعني الذي يمكن أن يدعي الحماية بموجب هذا القانون
- ب) au respect d'une obligation légale à laquelle le responsable du traitement est soumis ;
- ج- إلى la sauvegarde de l'intérêt vital de la personne concernée ;
- د) à l'exécution d'une mission d'intérêt public ou relevant de l'exercice de l'autorité publique, dont est investi le responsable du traitement ou le tiers auquel les données sont communiquées ;
- هـ) à la réalisation de l'intérêt légitime poursuivi par le responsable du traitement ou par le ou les tiers auxquels les données sont communiquées, à condition que ne prévalent pas l'intérêt ou les droits et libertés fondamentaux de la personne concernée, qui peut prétendre à une protection au titre de la présente loi.

Article 27: L'ANSICE peut préciser les cas où la condition mentionnée à l'article 26, alinéa e) ci-dessus, est considérée n'être pas remplie.

Article 28: Le responsable de traitement s'assure que, à tout instant du traitement, ledit traitement est légitime tant dans son chef que dans celui de son sous-traitant.

CHAPITRE VII : DU TRANSFERT DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL VERS UN PAYS NON MEMBRE DE LA CEEAC

Article 29: Le responsable d'un traitement ne peut transférer des données à caractère personnel vers un autre pays non membre de la CEMAC et de la CEEAC que si cet Etat assure un niveau de protection suffisant de la vie privée, des libertés et droits fondamentaux des personnes à l'égard du traitement dont ces données font ou peuvent faire l'objet.

Article 30: Avant tout transfert des données à caractère personnel vers ce pays tiers, le responsable du traitement doit préalablement en informer l'ANSICE.

المادة 27: إن وكالة ANSICE يمكن لها أن توضح الحالات أو الشروط المنصوصة في المادة 26 الفقرة هـ أعلاه تعتبر غير مستوفاة الشروط.

المادة 28: مسئول المعالجة يتأكد بأنه في كل لحظة من لحظات المعالجة فإن المعالجة الشرعية تقع على عاتق الرئيس أو على عاتق نائب رئيس المعالجة.

الفصل السابع: تحويل البيانات الشخصية نحو بلد غير عضو في CEEAC

المادة 29: إن مسئول المعالجة لا يمكن له تحويل البيانات ذات الطابع الشخصي نحو دولة أخرى غير عضو في المجموعة الاقتصادية والنقدية في دول إفريقيا المركزية أو في دولة من دول المجموعة الاقتصادية لدول إفريقيا المركزية إلا إذا كان هذه الدولة تضمن المستوى الكافي من الحماية لحياة الخاصة والحريات والحقوق الأساسية للأشخاص تجاه المعالجة التي موضع البيانات أو أدلة ثابتة.

المادة 30: قبل أي تحويل من بيانات ذات الطابع الشخصي إلى دولة ثالثة فإن مسئول المعالجة عليه أن يخبر مسبقاً الوكالة ANSICE.

Article 31 : Par dérogation à l'article 29 ci-dessus, un transfert ou une catégorie de transferts de données à caractère personnel vers un pays non membre de la CEMAC et de la CEEAC et n'assurant pas un niveau de protection adéquat peut être effectué dans un des cas suivants :

- a) la personne concernée a indubitablement donné son consentement au transfert envisagé ;
- b) le transfert est nécessaire à l'exécution d'un contrat entre la personne concernée et le responsable du traitement ou des mesures préalables à la conclusion de ce contrat, prises à la demande de la personne concernée ;
- c) le transfert est nécessaire à la conclusion ou à l'exécution d'un contrat conclu ou à conclure, dans l'intérêt de la personne concernée, entre le responsable du traitement et un tiers ;
- d) le transfert est nécessaire ou rendu juridiquement obligatoire pour la sauvegarde d'un intérêt public important, ou pour la constatation, l'exercice ou la défense d'un droit en justice ;
- e) le transfert est nécessaire à la sauvegarde d'un intérêt vital de la personne concernée ;
- f) le transfert intervient au départ d'un registre public qui, en vertu des dispositions législatives et réglementaires, est destiné à l'information du public et est ouvert à la consultation du public ou de toute personne justifiant d'un intérêt légitime, dans la mesure où les conditions légales pour la consultation sont remplies dans le cas particulier.

Article 32 : Sans préjudice des dispositions de l'alinéa 1^{er} de l'article 31 ci-dessus, l'ANSICE peut autoriser un transfert ou un ensemble de transferts de données à caractère personnel vers un pays non membre de la CEMAC ou de la CEEAC et n'assurant pas un niveau de protection adéquat, lorsque le responsable du traitement offre des garanties suffisantes au regard de la protection de la vie privée et des libertés et droits fondamentaux des personnes, ainsi qu'à l'égard de l'exercice des droits

المادة 31 : استثناء للمادة 29 أعلاه فإن التحويل أو طبقة من طبقات تحويل البيانات ذات الطابع الشخصي إلى دولة غير عضو في سيماك أو CEEAC التي لا تضمن مستوى معيناً من الحماية الجيدة يمكن أن يحال إلى هذه الدولة في الحالات الآتية :

- أ- الشخص المعني أدلى برضاه في التحويل
- ب- التحويل ضروري لتنفيذ العقد بين الشخص المعني ومسئول المعالجة أو اتخاذ إجراءات مسبقة في إبرام هذا العقد هذه الإجراءات تم اتخاذها بناءً على طلب من الشخص المعني
- ج- التحويل ضروري في إبرام أو تنفيذ عقد مبرم أو في طور الإبرام في مصلحة الشخص المعني وبين مسئول المعالج وطرف ثالث
- د- تحويل ضروري ويصبح قانونياً ملزم لحماية مصلحة عامة هامة أو إذا لوحظ الممارسة أو الدفاع عن حق أمام العدالة
- هـ- التحويل ضروري لحماية مصلحة حياة للشخص المعني
- و- التحويل يأتي عن طريق سجل عام الذي بموجبه تتم أحكام تشريعية وتنظيمية توجه لإخطار العامة ومفتوحة للاتصال مع العامة أو مع أي شخص يبرر مصلحة شرعية في حالة أن الشروط الشرعية للاتصال توفرت في الحالة الخاصة

المادة 32 : دون الإخلال بأحكام الفقرة الأولى من المادة 31 أعلاه فإن الوكالة يمكن لها أن تصرح لتحويل أو مجموعة من تحويل البيانات ذات الطابع الشخصي إلى دولة غير عضو في السيماك أو CEEAC ولا تضمن مستوى الحماية الجيدة حينما يكون مسئول المعالجة يعرض ضمانات كافية تجاه حماية الحياة الخاصة والحريات والحقوق الأساسية للأشخاص وكذا تجاه ممارسة الحقوق المتطابقة. هذه

correspondants. Ces garanties peuvent notamment résulter de clauses contractuelles appropriées.

CHAPITRE VIII : DE L'INTERCONNEXION DES FICHIERS COMPORTANT DES DONNÉES A CARACTERE PERSONNEL

Article 33 : L'interconnexion des fichiers relevant d'une ou de plusieurs personnes morales gérant un service public et dont les finalités correspondent à des intérêts publics différents doit faire l'objet d'une autorisation de l'ANSICE. Il en est de même pour les traitements mis en œuvre par l'Etat aux fins de mettre à la disposition des usagers de l'administration un ou plusieurs services à distance dans le cadre de l'administration électronique.

L'interconnexion de fichiers relevant de personnes privées et dont les finalités sont différentes est également soumise à l'autorisation préalable de l'ANSICE.

L'interconnexion doit permettre d'atteindre des objectifs légaux ou statutaires présentant un intérêt légitime pour les responsables des traitements et/ou des personnes concernées. Elle ne doit pas entraîner de discrimination ou de réduction des droits, libertés et garanties pour les personnes concernées et doit tenir compte du principe de pertinence des données faisant l'objet de l'interconnexion.

Article 34 : La demande d'autorisation d'interconnexion comprend toute information sur :

- la nature des données à caractère personnel objet de l'interconnexion ;
- la finalité pour laquelle l'interconnexion est considérée nécessaire ;
- la durée pour laquelle l'interconnexion est permise ;
- le cas échéant, les conditions et les termes au regard de la protection la plus efficace des droits et des libertés et notamment du droit à la vie privée des personnes concernées ou des tiers.
- L'autorisation peut être renouvelée après une demande des responsables du traitement.

الضمانات يمكن أن يتمخض عنها إبرام عقد خاص بها.

الفصل الثامن : محظورات البطاقات التي تحمل بيانات ذات خصائص فردية

المادة 33 : إن منع البطاقات الذي يتبع في شخص أو عدة أشخاص معنويين يديرون مصلحة عامة وأن غاياتهم تتفق مع الصالح العامة المختلفة يخضع لتصريح من طرف الوكالة. وبالمثل ، من معالجات التي وضعت تحت التنفيذ من طرف الدولة بهدف وضعها في متناول الأشخاص الإداريين أو عدة مصالح عن بعد في إطار الإدارة الإلكترونية.

إن منع البطاقات الذي يتبع لأشخاص عاديين وأن غاياتهم مختلفة ويخضعون أيضاً للتصريح المسبق من طرف الوكالة.

إن الربط يجب أن تكون من أهدافه الشرعية أو اللائحة يمثل مصلحة شرعية لصالح مسؤولي المعالجات أو الأشخاص المعنويين. لا يجب أن تكون هدفاً للتفرقة أو منع الحقوق والحريات المضمونة للأشخاص المعنويين وأن تأخذ بعين الاعتبار مبدأ العدالة في البيانات التي هي موضع المنع.

المادة 24 : إن طلب التصريح يضمن جميع المعلومات حول

أ- طبيعة البيانات ذات الطابع الشخصي التي هي هدف تصريح الاتصالات المتداخلة

ب- الغاية التي من أجلها جعلت الاتصالات المتعددة ضرورة

ج- المدة التي من أجلها صرح للاتصالات المتداخلة

د- وفي الحالات الأخرى إن الشروط والعبارات متعلق بالحماية أكثر ضماناً للحقوق والحريات خاصة حق الحياة الخاصة للأشخاص المعنويين أو الطرف الثالث

هـ- يمكن للتصريح أن يتم تجديده بعد تقديم طلب من مسؤولي المعالجة

TITRE III : DES DROITS DE LA PERSONNE DONT LES DONNÉES FONT L'OBJET D'UN TRAITEMENT
CHAPITRE I : DU DROIT A L'INFORMATION ET DU DROIT D'ACCES

Section I : Du droit à l'information

Article 35 : Lorsque des données à caractère personnel son collectées directement auprès de la personne concernée, le responsable du traitement doit fournir à celle-ci, au moment de la collecte et quels que soient les moyens et supports employés, les informations suivantes :

- a) l'identité du responsable du traitement et, le cas échéant, celle de son représentant ou sous-traitant ;
- b) la ou les finalités déterminées du traitement auquel les données sont destinées ;
- c) les catégories de données concernées ;
- d) le ou les destinataires auxquels les données sont susceptibles d'être communiquées ;
- e) le fait de pouvoir demander à ne plus figurer sur le fichier ;
- f) l'existence du droit d'accès aux données la concernant et du droit de rectification de ces données ;
- g) la durée de conservation desdites données ;
- h) l'éventualité de transfert de données à destination de pays tiers.

Article 36 : Dans le cas où les données à caractère personnel ne sont pas collectées auprès de la personne concernée, les informations visées à l'article 35 ci-dessus doivent lui être transmises au moment de l'enregistrement des données ou, si leur communication est prévue, au plus tard lors de la première communication à un tiers.

Article 37 : Le responsable du traitement ou son sous-traitant est tenu de faire connaître à tout utilisateur des réseaux de communications électroniques de manière claire et complète :

- a) la finalité de toute action tendant à accéder, par voie de transmission électronique, à des informations stockées dans son équipement terminal de connexion, ou à inscrire, par la même voie, des informations dans son équipement

الباب الثالث : حقوق الأشخاص الذين تعد بياناتهم
موضوع المعالج

الفصل الأول : حق الحصول على المعلومات

القسم الأول : حق المعلومات

المادة 35 : حينما تكون البيانات ذات الطابع الشخصي قد جمعت بصورة مباشرة لدى الشخص المعني ، فإن مسئول المعالجة عليه أن يقدم للشخص أثناء الجمع مهما كانت الوسائل المعلومات التالية :

أ- هوية مسئول المعالجة وعند الاقتضاء قوية يمثل نائب المعالجة

ب- الغاية أو الغايات المحددة للمعالجة التي وجهت إليها البيانات

ج- فئات البيانات المعنية

د- الشخص أو الأشخاص الذين يمكن أن ترسل إليهم هذه البيانات

هـ- إن الموضوع الذي طلب لا يمكن أن يظهر في البطاقة

و- وجود حق الحصول على البيانات التي تخصه أو حق التعديل في هذه البيانات

ز- مدة المحافظة على هذه البيانات

ح- تحويل المتوقع للبيانات الموجهة إلى دولة ثالثة

المادة 36 : في حالة ما إذا كان البيانات ذات الطابع الشخصي لم يتم جمعها لدى الشخص المعني فإن المعلومات المشار إليها في المادة 35 أعلاه يجب أن تحال إليه في وقت تسجيل البيانات أو إذا كان الاتصال متوقع إلى أبعد زمن أول اتصال مع طرف ثالث.

المادة 37 : إن مسئول المعالجة أو نائبه مطالب بمعرفة جميع المستخدمين لشبكة الاتصالات الإلكترونية بصورة واضحة وكاملة :

أ- الغاية من كل عمل يهدف عن طريق الاتصال الإلكتروني إلى معلومات مخزنة في أجهزته النهائية لتخزين أو كتابة بنفس الطريق معلومات في أجهزته النهائية المخزنة

terminal de connexion ;

b) les moyens dont il dispose pour s'y opposer.

Ces dispositions ne sont pas applicables si l'accès aux informations stockées dans l'équipement terminal de l'utilisateur ou l'inscription d'informations dans l'équipement de l'utilisateur :

a) a pour finalité exclusive de permettre ou faciliter la communication par voie électronique ;

b) est strictement nécessaire à la fourniture d'un service de communication en ligne à la demande expresse de l'utilisateur.

c)

Section 2 : Du droit d'accès

Article 38 : Toute personne physique dont les données à caractère personnel font l'objet d'un traitement a le droit de demander par quel que support que soit, au responsable de ce traitement, de lui fournir gratuitement :

a) les informations permettant de connaître et de contester éventuellement le traitement ;

b) la confirmation que des données à caractère personnel la concernant font ou non l'objet de ce traitement ;

c) la communication des données à caractère personnel qui la concernent ainsi que de toute information disponible quant à l'origine de celles-ci ;

d) des informations relatives aux finalités du traitement, à la base juridique du traitement, aux catégories de données à caractère personnel traitées et aux destinataires ou aux catégories de destinataires auxquels les données sont communiquées ;

e) le cas échéant, des informations relatives aux transferts de données à caractère personnel envisagés à destination de pays tiers.

Article 39 : La personne concernée a droit à la délivrance d'une copie des données à caractère personnel la concernant. Le responsable du traitement peut subordonner la délivrance de cette copie au paiement d'une somme qui ne peut excéder le coût de la reproduction.

En cas de risque de dissimulation ou de disparition des données à caractère personnel, la personne concernée

b- les moyens dont il dispose pour s'y opposer.

Ces dispositions ne sont pas applicables si l'accès aux informations stockées dans l'équipement terminal de l'utilisateur ou l'inscription d'informations dans l'équipement de l'utilisateur :

a) a pour finalité exclusive de permettre ou faciliter la communication par voie électronique ;

b) est strictement nécessaire à la fourniture d'un service de communication en ligne à la demande expresse de l'utilisateur.

c)

القسم الثاني: حق الحصول

المادة 38 : كل شخص طبيعي الذي يملك بيانات ذات طابع شخصي وتكون موضع معالجة في حقه أن يطلب لأي طريق كان من مسئول هذه المعالجة أن يقدم إليه بصورة مجانية:

أ- المعلومات التي تسمح له أن يعرف ويحتج مستقبلاً على المعالجة

ب- أن يؤكد له لأن البيانات ذات الطابع الشخصي الذي تخصه كانت موضع معالجة أم لا

ج- أن إرسال البيانات ذات الطابع الشخصي التي تهمه وكذا المعلومات الجاهزة المتعلقة به

د- المعلومات المتعلقة بغايات المعالجة وعلى الأساس القانوني للمعالجة ودرجات البيانات ذات الطابع الشخصي المعالجة وإلى المتلقي أو درجات المتلقين الذين ترسل إليهم البيانات

هـ- وعند الاقتضاء المعلومات المتعلقة بتحويل البيانات ذات الطابع الشخصي المقترح تحويلها إلى دولة ثالثة

المادة 39 : الشخص المعني لديه الحق في استخراج صورة من البيانات ذات الطابع الشخصي. إن مسئول المعالجة يمكن أن يطلب في استخراج هذه الصورة بدفع مبلغ لا يمكن أن يتجاوز ثمن الإنتاج وفي حالة حصول الخطر أو ضياع البيانات ذات الطابع الشخصي فإن الشخص المعني يمكن أن يخطر الوكالة ANSICE التي يمكن أن تتخذ

peut en informer l'ANSICE qui prend toutes mesures nécessaires de nature à éviter cette dissimulation ou cette disparition.

Article 40 : Toute personne qui, dans l'exercice de son droit d'accès, a des raisons sérieuses d'alléguer que les données qui lui ont été communiquées ne sont pas conformes aux données traitées, peut en informer l'ANSICE qui procède aux vérifications nécessaires.

Article 41 : Toute personne physique dont les données à caractère personnel relatives à sa santé font l'objet d'un traitement, a le droit d'obtenir, soit directement, soit par l'intermédiaire d'un professionnel de santé, la communication de ces données.

Article 42 : Le droit d'accès d'un patient est exercé par le patient lui-même ou par l'intermédiaire d'un professionnel de santé qu'il désigne. En cas de décès du patient, son conjoint non séparé de corps et/ou ses enfants.

S'il s'agit d'un mineur, ses père et mère, peuvent exercer, par l'intermédiaire d'un professionnel de santé qu'ils désignent, le droit d'accès.

Article 43 : Le responsable du traitement peut refuser d'accéder aux demandes d'accès aux données à caractère personnel si elles sont manifestement abusives, notamment par leur nombre, leur caractère répétitif ou systématique. En cas de contestation, la charge de la preuve du caractère manifestement abusif des demandes incombe au responsable du traitement auprès duquel elles sont adressées.

Article 44 : Par dérogation aux articles 38 et suivants de la présente loi, lorsqu'un traitement intéresse la sûreté de l'Etat, la défense ou la sécurité publique, le droit d'accès s'exerce dans les conditions suivantes :

a) la demande est adressée à l'ANSICE qui désigne l'un de ses membres appartenant ou ayant appartenu à la Cour Suprême pour mener les investigations nécessaires. Celui-ci peut se faire assister d'un autre agent de l'ANSICE et le requérant est notifié des résultats des vérifications auxquelles il a été procédé ;

b) lorsque l'ANSICE constate, en accord avec le responsable du traitement, que la communication des données qui y sont contenues ne met pas en cause ses finalités, la sûreté de l'Etat, la défense ou la sécurité

الإجراءات الضرورية التي من طبيعتها تجنب هذا الخطر أو هذا الضياع.

المادة 40 : كل شخص في إطار ممارسة حقه في الحصول على المعلومات فإنه لديه الحق في أن يقوم بدراسة وفهم البيانات التي أرسلت إليه بأنها غير مطابقة للبيانات التي عولجت كما يمكن له أن يقوم بإخطار الوكالة التي تقوم بالمراقبة الضرورية.

المادة 41 : كل شخص طبيعي الذي بياناته ذات الطابع الشخصي المتعلقة بصحته تكون موضع للمعالجة ، فلديه حق الحصول سواء مباشرة أو بواسطة مهني في الصحة للحصول على هذه البيانات.

المادة 42 : إن حق الحصول على معلومات من طرف المعني بممارستها الشخص المعني بنفسه أو بواسطة مهني في الصحة يقوم بتعيينه ، وفي حالة وفاة المعني فإن زوجته الغير مفترق مع جسدياً أو أطفاله. إذا كان الأمر يتعلق بقاصر فإن أبوه أو أمه يمكنهما ممارسة هذا الحق نيابة عنه عبر مهني في الصحة يقومان بتعيينه في ذلك.

المادة 43 : إن مسئول المعالجة يمكن له أن يرفض طلب الحصول على البيانات ذات الطابع الشخصي إذا كانت مبالغ فيها خاصة من حيث العدد والطبيعة المتكررة. وفي حالة الاحتجاج فإن تكاليف إصدار الدليل والطلبات تقع على عاتق مسئول المعالجة الذين يتعاملون معه.

المادة 44 : استثناءاً للمواد 38 وبعدها من هذا القانون حينما تكون المعالجة أمراً هم أمن الدولة ، الدفاع أو الأمن العام فإن حق الحصول على المعلومات يمارس وفقاً للشروط التالية:

أ- الطلب موجه إلى الوكالة هي التي تقوم بتعليم أحد أعضائها ليقوم بأمر المحكمة العليا ليجمع المعلومات الضرورية ، وأن هذا الشخص المعين لا يمكن أن يساعده موظف آخر من موظفي الوكالة ، وأن النتائج والتحقيقات التي يتحصل عليها تبلغ لمقدم الطلب

ب- حينما تكون الوكالة لاحظت باتفاق مع مسئول المعالجة بأن الاتصال بالبيانات التي تضمنت لا تطعن في الغايات ، وأن أمن الدولة والدفاع أو

publique, ces données peuvent être communiquées au requérant :

- c) lorsque le traitement est susceptible de comprendre des informations dont la communication ne mettrait pas en cause les fins qui lui sont assignées, l'acte réglementaire portant création du fichier peut prévoir que ces informations peuvent être communiquées au requérant par le gestionnaire du fichier directement saisi.

CHAPITRE II : DU DROIT D'OPPOSITION

Article 45 : Toute personne physique a le droit de s'opposer, pour des motifs légitimes, à ce que des données à caractère personnel la concernant fassent l'objet d'un traitement.

La personne concernée a le droit, d'une part, d'être informée avant que des données la concernant ne soient pour la première fois communiquées à des tiers ou utilisées pour le compte de tiers à des fins de prospection et, d'autre part, de se voir expressément offrir le droit de s'opposer, gratuitement, à ladite communication ou utilisation.

Les dispositions de l'alinéa I du présent article ne s'appliquent pas lorsque le traitement répond à une obligation légale.

CHAPITRE III : DU DROIT DE RECTIFICATION ET DE SUPPRESSION

Article 46 : Toute personne physique peut exiger du responsable d'un traitement que soient gratuitement, selon les cas, rectifiées, complétées, mises à jour, verrouillées ou supprimées les données à caractère personnel la concernant et qui sont inexactes, incomplètes, équivoques, périmées, ou dont la collecte, l'utilisation, la communication ou la conservation sont interdites.

Lorsque l'intéressé en fait la demande par écrit, quel que soit le support, le responsable du traitement doit justifier, sans frais pour le demandeur, qu'il a procédé aux opérations exigées en vertu de l'alinéa précédent dans un délai d'un (1) mois après l'enregistrement de la demande sous peine de plainte de l'intéressé auprès de l'ANSICE.

الأمن العام بياناته يمكن أن تبلغ إلى من طلبها

ج- حينما تكون المعالجة قابلة أن تؤدي إلى فهم معلومات غير مطعون فيها فإن القانون التنظيمي المتعلق بتأسيس البطاقة يمكن أن ينص عليه بأن هذه المعلومات يمكن أن تبلغ للشخص الذي طلبها من طرف مدير البطاقات الذي يتم الاتصال به مباشرة.

الفصل الثاني : حق الاعتراض

المادة 45 : كل شخص طبيعي لحق الحق في الاعتراض لأسباب شرعية بأن البيانات ذات الطابع الشخصي التي تهمه هي في حالة معالجة ، فإن الشخص المعني لديه الحق من جهة يتم إخطاره من قبل بأن البيانات التي تهمه ليست لأول مرة قد بلغت إلى طرف ثالث أو استعملت على حساب طرف ثالث ولغايات البحث من جهة أخرى لديه الحق ليقوم بالاعتراض بصورة مجانية إلى هذا البلاغ أو من يستعمله.

إن أحكام الفقرة 1 من هذه المادة لا تطبق حينما يكون المعالج استجاب لالتزام شرعي.

الفصل الثالث : حق التعديل أو الحذف

المادة 46 : كل شخص طبيعي يمكن له أن يطلب من مسئول المعالجة سواء بصورة مجانية أم لا أن يقوم بتعديل أو تكملة ، أو مسح البيانات ذات الطابع الشخصي الذي تحميه والتي غير مطابقة وناقصة ومهمة ومنتهية أو أن جمعها واستعمالها وإرسالها أو حفظها ممنوع.

حينما يكون المعني قام بتقديم طلب مكتوب بها كان نوعه فإن مسئول المعالجة عليه أن يأتي بالدليل بأن قام بالعمليات المطلوبة بموجب الفقرة السابقة في ظرف شهر بعد تسجيل الطلب تحت تقديم شكوى من المعني لدى الوكالة.

Article 47 : Le responsable du traitement a l'obligation de notification aux tiers auxquels les données ont été communiquées de toute rectification, tout effacement ou toute limitation temporaire ou définitive d'accès auxdites données conformément à l'alinéa ci-dessus, si cela ne s'avère pas impossible ou ne suppose pas un effort disproportionné.

CHAPITRE IV : DE LA REPRESENTATION DE LA PERSONNE CONCERNÉE

Article 48 : Si la personne concernée est mineure, les droits fixés par la présente loi sont exercés par le parent exerçant l'autorité parentale sur le mineur ou par son tuteur.

Suivant son âge et sa maturité, le mineur doit être associé à l'exercice de ses droits.

Article 49 : En cas d'incapacité physique ou mentale dûment attestée par un professionnel de la santé, les droits d'une personne concernée majeure, tels que fixés par la présente loi, sont exercés par l'époux cohabitant, le partenaire cohabitant légal ou le partenaire cohabitant de fait.

Dans le cas où cette personne ne souhaite pas intervenir ou si elle fait défaut, les droits sont exercés, en ordre subséquent, par un enfant majeur, un parent, un frère ou une sœur majeure de la personne concernée.

S'il s'avère que le représentant cité dans l'alinéa précédent ne souhaite pas intervenir ou s'il fait défaut, c'est un tuteur *ad hoc* désigné par le Tribunal compétent qui veille aux intérêts de la personne concernée.

La disposition de l'alinéa précédent s'applique également en cas de conflit entre deux ou plusieurs des personnes mentionnées dans le présent article.

Article 50 : La personne concernée est associée à l'exercice de ses droits autant qu'il est possible et compte tenu de sa capacité de compréhension.

المادة 47 : إن مسئول المعالجة ملزم بتبليغ الأطراف الثالثة الذين أرسلت إليهم البيانات مع جميع التعديلات والمسح أو جميع التحديد المؤقت أو النهائي للحصول على تلك البيانات وفقاً للفقرة أعلاه إذا كان ذلك ليس صعباً أو لا يشكل جهوداً جبارة.

الباب الرابع : عن تمثيل الشخص المعني

المادة 48 : إذا كان الشخص المعني قاصراً فإن الحقوق مبينة وفقاً لهذا القانون وتمارس من طرف أسرته الذين يمارسون السلطة الأبوية في القاصر أو من طرف وصيه. وحسب عمره، فإن القاصر يجب أن يشارك آخرين في ممارسة حقوقه.

المادة 49 : في حالة العجز البدني أو العقلي المشهود له من طرف مهني في الصحة فإن حقوق الشخص المعني البالغ حسب ما هي محددة بهذا القانون تمارس من طرف زوجه الساكن معه أو شريكه الشرعي أو شريكه.

في حالة ما إذا كان هذا الشخص لا يرغب في التدخل أو هناك مانع فإن الحقوق تمارس بالترتيب، من طرف شخص بالغ من القريب من الأخ أو من الأخت البالغة للشخص المعني.

إذا تبين بأن الممثل المذكور في الفقرة السابقة لا يرغب في التدخل أو إذا تعذر ذلك فوصيه يعين من طرف المحكمة المختصة التي تسهر على مصالح الشخص المعني.

إن أحكام الفقرة السابقة تطبق أيضاً في حالة نشوب خلاف بين شخصين أو أكثر المشار إليهم في هذه المادة.

المادة 50 : الشخص المعني يشاركه في ممارسة حقوقه متى ما كان ذلك ممكناً ونظراً لقدراته في الفهم.

TITRE IV : DES FORMALITES NECESSAIRES AU TRAITEMENT DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL

الباب الرابع: الإجراءات الضرورية لمعالجة البيانات ذات الطابع الشخصي

CHAPITRE I : DES ACTES NECESSAIRES

الفصل الأول: القوانين الضرورية

Article 51 : Les traitements des données à caractère personnel opérés pour le compte de l'Etat, d'un établissement public ou d'une collectivité locale ou d'une personne morale de droit privé gérant un service public sont décidés par acte législatif ou réglementaire pris après avis motivé de l'ANSICE.

Ces traitements portent sur :

- a) la sûreté de l'Etat, la défense ou la sécurité publique ;
- b) la prévention, la recherche, la constatation ou la poursuite des infractions pénales ou l'exécution des condamnations pénales ou des mesures de sûreté ;
- c) le recensement de la population ;
- d) les données à caractère personnel faisant apparaître, directement ou indirectement, les origines raciales, ethniques ou régionales, la filiation, les opinions politiques, philosophiques ou religieuses ou l'appartenance syndicale des personnes, ou qui sont relatives à leur santé ou à leur vie sexuelle ;
- e) le traitement de salaires, pensions, impôts, taxes et autres liquidations.

Article 52 : Le traitement des données ci-après sont soumis à l'obtention préalable d'une autorisation de l'ANSICE.

- a) le traitement des données à caractère personnel portant sur des données génétiques, biométriques et sur la recherche dans le domaine de la santé ;
- b) le traitement des données à caractère personnel portant sur des données relatives aux infractions, condamnations ou mesures de sûreté ;

المادة 51: إن معالجة البيانات ذات الطابع الشخصي التي تجرى على حساب الدولة

أو المؤسسة العامة أو مجموعة محلية أو شخصية معنوية ذات حق خاص تدير مصلحة عامة تقرر بقرار تشريعي أو لائحي يتم اتخاذه بعد إخطار الوكالة.

هذه المعالجات تشمل :

أ- أمن الدولة والدفاع أو الأمن العام

ب- الوقاية البحث عن ملاحظة أو متابعة المخالفات الجنائية أو تنفيذ الإدانات الجنائية أو إجراءات الأمن

ج- إحصاء السكان،

د- إن البيانات ذات الطابع الشخصي التي تظهر بصورة مباشرة أو غير مباشرة الأصول العرقية والقبلية أو الإقليمية ، الانحدار ، الآراء السياسية والفلسفة أو الدينية أو الانتماء النقابي للأشخاص أو أولئك المتعلق أمورهم بالصحة أو حياتهم الجنسية

هـ- معالجة الرواتب الشهرية الإعاشات ، الضرائب ، الرسوم وغيرها من التصفيات

المادة 52 : إن معالجة البيانات المذكورة أعلاه تخضع للتصريح المسبق من طرف الوكالة:

أ- معالجة البيانات ذات الطابع الشخصي الذي تحمل بيانات جينية بيومترية وفي البحث في المجال الصحي

ب- معالجة البيانات ذات الطابع الشخصي المتعلق بالمخالفات أو الإدانات أو الإجراءات الأمنية

ج- معالجة البيانات ذات الطابع الشخصي التي من

هدفها تعدد الاتصالات في البطاقات مثل ما هو
محدد في المادتين 33 و34 من هذا القانون

د- المعالجة المتعلقة برقم وطني للهوية أو في هوية
أخرى من نفس الطبيعة

هـ- معالجة البيانات ذات الطابع الشخصي التي
تحمل مبرراً للمصلحة العامة وخاصة للغايات
التاريخية أو الإحصائية أو العلمية

المادة 53 : خارج ما ورد في المادة 52 أعلاه فإن معالجة البيانات ذات الطابع الشخصي تخضع لبيان مكتوب مهما كان نوعها لدى الوكالة.

**الفصل الثاني: اطرق تقديم الطلبات والموافقة
والبيانات والتصاريح**

المادة 54: إن طلبات الموافقة والبيانات وطلبات التصريح يجب أن توضح على النحو التالي :

أ- الهوية وعنوان مسئول المعالجة أو إذا كان هذا الأخير لم يصدر هويته في إحدى أراضي دولة عضو في السيماك أو CEEAC ، يؤخذ بهوية موكله المؤهل

ب- إن الغاية أو الغايات من المعالجة وكذا الوصف العام لوظائفها

ج- تعدد الاتصالات المتوقع أو غيره من الأشكال ذات العلاقة مع بقية المعالجات

د- إن البيانات ذات الطابع الشخصي المعالجة إن أصلها وطبقات الأشخاص المعنيين في هذه المعالجة

هـ- مدة الحفاظ على البيانات المعالجة

و- الخدمة أو الخدمات المكلفة بتنفيذ المعالجة وكذا درجات الأشخاص بحكم وظائفهم أو بحاجة الخدمة لديهم حق الصعود المباشر إلى البيانات المسجلة

ز- إن المتلقين المؤهلين على استقبال البيانات والاتصالات

- auprès duquel s'exerce le droit d'accès ;
- i) les dispositions prises pour assurer la sécurité des traitements et des données ;
 - j) l'indication du recours à un sous-traitant, son identité et son adresse complète ;
 - k) les transferts de données à caractère personnel envisagés à destination d'un pays tiers non membre de la CEEAC ou de la CEMAC, sous réserve de réciprocité.

Article 55 : L'avis, la déclaration ou la demande d'autorisation peut être adressé(e) à l'ANSICE par voie électronique ou par voie postale.

L'ANSICE peut être saisie par toute personne, agissant par elle-même, par l'entremise de son avocat ou par toute autre personne physique ou morale dûment mandatée.

Article 56 : L'ANSICE se prononce dans un délai d'un (1) mois à compter de la réception de la demande d'avis ou d'autorisation. Toutefois, ce délai peut être prorogé ou non sur décision motivée de l'ANSICE.

Article 57 : Pour les catégories les plus courantes de traitement des données à caractère personnel dont la mise en œuvre n'est pas susceptible de porter atteinte à la vie privée ou aux libertés, il peut être établi par voie réglementaire et publié les normes destinées à simplifier ou à exonérer l'obligation de déclaration.

Article 58 : Sont dispensés des formalités préalables prévues aux articles ci-dessus :

- a) les traitements mentionnés à l'article 3 de la présente loi ;
- b) les traitements ayant pour seul objet la tenue d'un registre qui est destiné à un usage exclusivement privé ;
- c) les traitements mis en œuvre par une association ou tout organisme à but non lucratif et à caractère religieux, philosophique, politique ou syndical dès lors que ces données correspondent à l'objet social de cette association ou de cet organisme, qu'elles ne concernent que leurs membres et qu'elles ne doivent pas être communiquées à des tiers.

- ح- وظيفة الشخص أو المصلحة التي يمارس عبرها حق الاتصال
- ط- التدابير المتخذة من أجل ضمان أمن المعالجات والبيانات
- ي- الإشارة إلى حق اللجوء من طرف نائب معالج هويته وعنوانه الكامل
- ك- تحويل البيانات ذات الطابع الشخصي المقترح باتجاه دولة ثالثة غير عضو في سيماك أو CEEAC

المادة 55 : إن الموافقة والبيان أو طلب التصريح يمكن أن توجه إلى الوكالة أو الطرق الإلكترونية أو الرسائل البريدية. إن الوكالة يمكن الاتصال بها من طرف أي شخص يتصرف باسمه أو من طرف محاميه أو من طرف شخص آخر طبيعي أو معنوي مخول في ذلك.

المادة 56 : إن الوكالة يمكن لها أن تعلن في ظرف شهرًا واحد بدءًا من تاريخ استلام طلب الموافقة أو التصريح. وعليه فإن هذه المدة يمكن تمديدتها أم لا بقرار مبرر من الوكالة.

المادة 57 : بالنسبة للتطبيقات الأكثر استعمالاً في معالجة البيانات ذات الطابع الشخصي التي تطبيقها ليس قابل للعلن في الحياة الخاصة أو في الحريات ويمكن إعدادها بالطرق اللاتحية وتنشر بالأساليب السهلة وتعفى بالتزامات البيان.

المادة 58 : يكونون معفيين من الإجراءات المسبقة الواردة في المواد المذكورة أعلاه :

- أ- المعالجات الواردة في المادة 3 من هذا القانون
- ب- المعالجات التي لها هدف واحد وهو إعداد سجل موجه إلى شخص بعينه
- ج- المعالجات التي تنفذ من طرف جمعية أو منظمة ذات هدف غير تجاري وتعبئها ديني فلسفي سياسي أو نقابي فور تطابق هذه البيانات مع الهدف الاجتماعي لهذه الجمعية أو هذه المنظمة التي لا تعني إلا أعضاؤها ولا يمكن أن تبلغ إلى طرف ثالث

TITRE V : DES OBLIGATIONS DU RESPONSABLE DE TRAITEMENT ET DU SOUS-TRAITANT

CHAPITRE I : DE L'OBLIGATION DE CONFIDENTIALITE ET DE SECURITE

Article 59 : Le traitement des données à caractère personnel est confidentiel. Il est effectué exclusivement par des personnes qui agissent sous l'autorité du responsable du traitement ou sous celle de son sous-traitant et seulement sur ses instructions.

En vue du traitement des données à caractère personnel, le responsable de traitement ou son sous-traitant doit choisir des personnes présentant, au regard de la préservation de la confidentialité des données, toutes les garanties tant de connaissances techniques et juridiques que d'intégrité personnelle. Un engagement écrit des personnes amenées à traiter de telles données à respecter la présente loi doit être signé.

Article 60 : Le responsable du traitement et/ou son sous-traitant sont tenus de mettre en œuvre les mesures techniques et d'organisation appropriées pour protéger les données à caractère personnel, notamment, pour empêcher qu'elles soient déformées, endommagées, ou que des tiers non autorisés y aient accès. Il prend, en particulier, toute mesure visant à :

- garantir que, pour l'utilisation d'un système de traitement automatisé de données, les personnes autorisées ne puissent accéder qu'aux données à caractère personnel relevant de leur compétence ;
- garantir que puisse être vérifiée et constatée l'identité des tiers auxquels des données à caractère personnel peuvent être transmises ;
- garantir que puisse être vérifiée et constatée *a posteriori* l'identité des personnes ayant eu accès au système d'information et quelles données ont été lues ou introduites dans le système, à quel moment et par quelle personne
- empêcher toute personne non autorisée d'accéder aux locaux et aux équipements utilisés pour le traitement des données ;
- empêcher que des supports de données puissent être lus, copiés, modifiés, détruits ou

الباب الخامس : التزامات مسئول المعالجة ونائبه

الفصل الأول : التزامات سرية والتزامات الأمن

المادة 59 : إن معالجة البيانات ذات الطابع الشخصي والسري يتم إجراؤها عبر أشخاص يتصرفون تحت سلطة مسئول المعالجة أو تحت سلطة نائبه وفقد تحت تعليماته.

ومن أجل معالجة البيانات ذات الطابع الشخصي فإن مسئول المعالجة أو نائبه يجب أن يختار أشخاص من ذوي الهيئة بهدف الوقاية وسرية البيانات ، فإن جميع الضمانات سواء المعارف التقنية أو القضائية أو الكرامة الشخصية ، تكون هناك تعهدات مكتوبة من طرف الأشخاص الذين يقومون بمعالجة البيانات واحترام هذا القانون أن يكون بالتوقيع.

المادة 60 : مسئول المعالجة أو نائبه مطالبون بتنفيذ الإجراءات الفنية والتنظيم الخاص من أجل حماية البيانات ذات الطابع الشخصي وخاصة منعها من التزوير أو التدمير أو طرف ثالث غير مصرح له يتحصل عليها. وتتخذ كافة الإجراءات الخاصة التي ترمي إلى:

- الحماية بأن استعمال نظام المعالجة الآلية للبيانات، الأشخاص المصرح لهم لا يمكن لهم الحصول على البيانات ذات الطابع الشخصي المتعلقة باختصاصه؛
- التأكد من تحقيق منها والتأكد من هوية الأطراف الثالثة الذين قد تحال إليهم البيانات الشخصية؛
- ضمان إمكانية التحقق من هوية الأشخاص الذين لديهم إمكانية الوصول إلى نظام المعلومات البيانات التي تمت قراءتها أو أدخلت في النظام، متى وعلى يد من.

(د) منع أي شخص غير مرخص له من دخول أماكن المعدات المستخدمة في معالجة البيانات؛

(هـ) منع إمكانية قراءة أو نسخ أو تعديل أو تدمير أو

- déplacés par une personne non autorisée ;
- f) empêcher l'introduction non autorisée de toute donnée dans le système d'information ainsi que toute prise de connaissance, toute modification ou tout effacement non autorisés de données enregistrées ;
- g) empêcher que des systèmes de traitements de données puissent être utilisés par des personnes non autorisées à l'aide d'installations de transmission de données ;
- h) empêcher que, lors de la communication de données et du transport de supports de données, les données puissent être lues, copiées, modifiées ou effacées de façon non autorisée ;
- i) sauvegarder les données par la constitution de copies de sécurité ;
- j) rafraîchir et si nécessaire convertir les données pour un stockage pérenne.

Article 61 : Le responsable de traitement et/ou son sous-traitant doivent notifier, sans délai, à l'ANSICE et à la personne concernée toute rupture de la sécurité ayant affecté les données à caractère personnel de la personne concernée.

Article 62 : Le contrat liant le sous-traitant au responsable du traitement doit comporter l'indication des obligations incombant au sous-traitant en matière de protection de la sécurité et de la confidentialité des données et prévoit que le sous-traitant ne peut agir que sur instructions du responsable du traitement.

CHAPITRE II : DE L'OBLIGATION DE CONSERVATION ET DE PERENNITE

Article 63 : Les données à caractère personnel doivent être conservées pendant une durée fixée par un texte réglementaire et uniquement pour les fins en vue desquelles elles ont été recueillies.

Article 64 : Le responsable du traitement est tenu de prendre toute mesure utile pour assurer que les données à caractère personnel traitées pourront être exploitées quel que soit le support technique utilisé. Il doit particulièrement s'assurer que l'évolution de la technologie ne sera pas un obstacle à cette exploitation.

حذف وسائط تخزين البيانات من قبل الأشخاص غير مصرح لهم؛

و) منع إدخال بيانات غير مصرح بها في نظام المعلومات علاوة عن الكشف عنها أو التعديل أو الحذف غير المصرح به لتلك البيانات المسجلة.

ز) منع استخدام معالجة البيانات من قبل أشخاص غير مصرح لهم عن طريق نقل البيانات؛

ح) يمنع قراءة، نسخ، تعديل أو حذف بيانات مسجلة في وسائط حفظ، بطريقة غير مصرح بها أثناء عملية النقل.

ط) حفظ البيانات عن طريق إنشاء نسخ احتياطية.

ي) تحديث أو تحويل تلك البيانات من أجل تخزين دائم.

المادة 61: على مسؤول وحدة المعالجة و / أو المقاول إشعار وكالة ANSICE والشخص المعني، على الفور بأي تعطيل أمني يؤثر على البيانات ذات الطابع الشخصية لفرد المعني.

المادة 62: يجب أن يتضمن العقد المبرم بناء على الاتفاقية الباطنية بين المقاول ومسؤول معالجة البيانات، التزامات في مجال حماية السلامة وسرية البيانات، كما يتضمن أيضا أن المقاول يمكن أن يتصرف بناء على تعليمات من مسؤول المعالجة.

الفصل الثاني: عن إلزام الحفظ والاستدامة

المادة 63: يجب أن يتم حفظ البيانات الشخصية لفترة محددة، بموجب نص تنظيمي وخاصة من أجل الغية التي جمع من أجلها.

المادة 64: على مسؤول المعالجة اتخاذ جميع التدابير اللازمة لضمان أن البيانات الشخصية التي تمت معالجتها يمكن استغلالها مهما كانت الوسيلة التقنية المستخدمة.

كما يمكن أن يتأكد خاصة أن تطور التكنولوجيا لن تكون عقبة أمام هذا الاستغلال.

CHAPITRE III : DE L'OBLIGATION DE NOTIFICATION ET D'INFORMATION

Section I : De l'obligation de notification

Article 65 : Le responsable du traitement, ou le cas échéant son représentant légal, doit adresser une notification à l'ANSICE préalablement à la mise en œuvre d'un traitement ou d'un ensemble de tels traitements ayant une même finalité ou des finalités liées.

Tout changement affectant les informations visées à l'article 70 ci-dessous doit également être notifié à l'ANSICE.

Article 66 : L'article précédent ne s'applique pas aux traitements ayant pour seul objet la tenue d'un registre qui, par ou en vertu d'une loi ou d'un acte législatif équivalent, est destiné à l'information du public et est ouvert à la consultation du public ou de toute personne justifiant d'un intérêt légitime.

Article 67 : L'ANSICE peut exempter certaines catégories de données à caractère personnel de la déclaration visée au présent article lorsque :

- a) compte tenu des données traitées, il n'y a manifestement pas de risque d'atteinte aux droits et libertés individuelles des personnes concernées et que sont précisées les finalités du traitement, les catégories de données traitées, les catégories de personnes concernées, les catégories de destinataires et la durée de conservation des données ;
- b) lorsque le responsable du traitement désigne un délégué à la protection des données à caractère personnel pour garantir que les traitements ne soient pas susceptibles de porter atteinte aux droits et libertés des personnes concernées qui est chargé notamment :
 - ba) - d'assurer, d'une manière indépendante, l'application interne des dispositions de la présente loi ;
 - bb) - de tenir un registre des traitements effectués par le responsable du traitement, contenant les informations visées à l'article 70 ci-dessous.

الفصل الثالث: عن إلزامية الإشعار والإعلام

القسم الأول : عن الإشعار

المادة 65: على مسؤول المعالجة أو ممثله الشرعي، أن يخطر وكالة ANSICE مسبقاً، بتنفيذ عملية معاملة أو مجموعة من مثل هذه العمليات تهدف تصب إلى نفس الغية أو تتعلق بنفس الغرض.

وينبغي أن يتم إخطار وكالة ANSICE بأي تغيير يؤثر على المعلومات المشار إليها في المادة 70 أدناه.

المادة 66: لا تنطبق المادة السابقة في المعالجات ذات الغاية الوحيدة ألا وهي فتح سجل بموجب قانون أو نص تشريعي مماثل، بهدف أنه موجة لإعلام الجمهور، ومفتوح للإطلاع لمن يرغب فيه من الجمهور أو لكل من يبرر مصلحة شرعية.

المادة 67: بإمكان وكالة ANSICE إعفاء فئات معينة من البيانات الشخصية من الإشهار المشار إليه في هذه المادة إذا: (أ) نظراً للبيانات التي تمت معالجتها، ليس هناك

خطر، لإنتهاك الحقوق والحريات الفردية للأشخاص المعنية، بحيث يتم تحديد وغياب المعالجة وفئات البيانات التي تمت معالجتها، وفئات الأشخاص المعنيين، فئات المستفيدين وفترة حفظ البيانات؛

(ب) عندما يعين مسؤول البيانات مفوض لحماية البيانات الشخصية لضمان أن حماية المعالجة لا تنتهك حقوق وحريات الأشخاص المعنية، وهو مكلف خاصة بـ:

ب (أ) - ضمان، بشكل مستقل التطبيق الداخلي لأحكام هذا القانون.

ب (ب) - فتح سجل للمعالجة التي قام بها مسؤول المعالجة، وتحتوي على المعلومات المشار إليها في المادة 70 أدناه.

المادة 68: إن معاملة البيانات التي تمت على يد السلطات

Article 68 : Les traitements effectués par les autorités publiques ne peuvent faire l'objet d'aucune dérogation ou simplification prévue à l'article 57 ci-dessus.

Article 69 : Le bénéfice de la simplification ou de l'exonération de l'obligation de notification ne dispense pas le responsable du traitement de données à caractère personnel d'aucune des autres obligations découlant de la présente loi.

Article 70 : La notification doit contenir, au moins, les informations suivantes :

- a) le nom et l'adresse du responsable du traitement et, le cas échéant, de son représentant légal ;
- b) la ou les finalités du traitement ;
- c) les données à caractère personnel traitées, leur origine et les catégories de personnes concernées par le traitement ;
- d) une description de la ou des catégories de personnes concernées et des données ou des catégories de données s'y rapportant ;
- e) le ou les services chargés de mettre en œuvre le traitement ainsi que les catégories de personnes qui, en raison de leurs fonctions ou pour les besoins du service, ont directement accès aux données enregistrées ;
- f) les interconnexions envisagées ou toutes autres formes de mise en relation avec d'autres traitements ;
- g) la durée de conservation des données traitées ; les destinataires ou les catégories de destinataires auxquels les données sont susceptibles d'être communiquées ;
- h) l'indication du recours à un sous-traitant ;
- i) les transferts de données envisagés à destination de pays tiers ;
- j) une description générale permettant d'apprécier de façon préliminaire le caractère approprié des mesures prises pour assurer la sécurité du traitement en application des articles 59, 60 et 61 ci-dessus.

Article 71 : D'autres informations non contenues dans le précédent article et jugées nécessaires dans le cadre de la notification pourront être précisées par voie réglementaire.

العامة لا يمكن أن تكون محل استثناء أو تبسيط نصت عليه المادة 57 أعلاه.

المادة 69 : إن الاستفادة من التبسيط أو الإعفاء من الالتزام بالإخطار لا يعفي مسؤول معالجة البيانات الشخصية من أي من الالتزامات الأخرى بموجب هذا القانون.

المادة 70 : يجب أن يتضمن الإشعار على الأقل المعلومات التالية:

- (أ) اسم وعنوان مسؤول المعالجة، وإذا لزم الأمر، ممثله الشرعي.
- (ب) غرض أو أغراض غرض المعالجة؛
- (ج) البيانات الشخصية التي تمت معالجتها، مصدريها وفئات الأشخاص المعنيين بالمعالجة؛
- (د) وصفا لفئة أو فئات الأشخاص المعنيين والبيانات أو فئات البيانات المتعلقة بهم.
- (هـ) القسم أو الأقسام المسؤولة بتنفيذ المعالجة أو فئات الأشخاص الذين بسبب وظائفهم أو احتياجات هذه الخدمة، لديه إمكانية الوصول المباشر إلى البيانات المسجلة.
- (و) الربط المقترحة أو أي شكل من أشكال الربط بالمعالجات الأخرى؛
- (ز) فترة تخزين البيانات التي تمت معالجتها؛
- (ح) المتلقين أو فئات المتلقين الذين قد توجه إليهم هذه البيانات؛
- (ط) مؤشرا اللجوء إلى المقاول.
- (ي) عمليات نقل البيانات المعينة إلى بلد ثالثة.
- (ك) وصفا شامل يمكن من تقييم مبدئي لخصائص الإجراءات المتخذة من أجل ضمان سلامة المعالجة وفقا للمواد 59 و 60 و 61 أعلاه.

المادة 71 : عند توفر معلومات أخرى غير واردة في المادة

المذكورة أعلاه، وتعتبر ضرورية في الإخطار يمكن تحديثها بوسائل تنظيمية.

المادة 72 : تحدد وكالة ANSICE فئات العلاجات التي تشكل

Article 72 : L'ANSICE détermine les catégories de traitements qui présentent des risques particuliers au regard des droits et libertés fondamentaux des personnes concernées et qui requièrent son autorisation.

Section 2 : De l'obligation d'information

Article 73 : L'ANSICE prend les mesures nécessaires pour porter à la connaissance du public les traitements qui lui ont été notifiés ou acceptés par elle.

Article 74 : Afin de remplir l'obligation prévue à l'article 73 ci-dessus, l'ANSICE tient un répertoire des traitements notifiés tel que cela est fixé par l'article 6, alinéa i) de la loi portant création de l'ANSICE.

Le répertoire doit contenir au minimum les informations énumérées à l'article 70 ci-dessus. Le répertoire peut être consulté par toute personne.

Article 75 : Dans le cas des traitements exonérés de notification en vertu de l'article 66 de la présente loi, le responsable du traitement ou son sous-traitant communique sous une forme appropriée à toute personne qui en fait la demande au moins les informations visées à l'article 70 ci-dessus.

Cette obligation ne s'applique pas aux traitements ayant pour seul objet la tenue d'un registre qui, en vertu de dispositions législatives ou réglementaires, est destiné à l'information du public et est ouvert à la consultation du public ou de toute personne justifiant d'un intérêt légitime.

TITRE VI : DES SYSTEMES D'ALERTE PROFESSIONNELLE, DU CODE DE CONDUITE, DES SANCTIONS ET DES RECOURS

CHAPITRE I : DES SYSTEMES D'ALERTE PROFESSIONNELLE

Article 76 : Les règles régissant les systèmes d'alerte professionnelle dans le cadre de la protection des données à caractère personnel sont établies par l'ANSICE.

مخاطر محددة للحقوق والحريات الأساسية للأشخاص المعنية والتي وتتطلب إذنًا من وكالة ANSICE.

القسم 2: عن التزامية المعلومات

المادة 73: تتخذ وكالة ANSICE التدابير اللازمة لتنشر للجمهور المعالجات التي وصلت إليها أو المعتمدة لديها.

المادة 74: من أجل الاستجابة للالتزامات الواردة في المادة 73 أعلاه، تفتح وكالة ANSICE قائمة للمعالجات التي وصلتها مثلما نصت عليه المادة 6، الفقرة i) من قانون إنشاء وكالة ANSICE.

يجب أن يحتوي الدليل على الأقل على المعلومات الواردة في المادة 70 أعلاه. ل يمكن أن يطلع على الدليل أي شخص.

المادة 75: في حالة المعالجات المعفية من الإشعار بموجب المادة 66 من هذا القانون، يقدم مسؤول المعالجة أو عميله، في شكل خاص ولكل شخص يطلب ذلك على الأقل البيانات المشار إليها في المادة 70 أعلاه.

لا تنطبق هذه الإلتزامات على المعالجات التي هدفها الوحيد هو فتح سجل، يكون بموجب الأحكام التشريعية والتنظيمية مخصصة لإعلام الجمهور ومفتوحة للإطلاع من قبل الجمهور أو لكل من يبرر مصلحة شرعية.

الباب السادس: أنظمة لإنذار المهني - قانون الضبط -

العقوبات واللجوء إلى القضاء

الفصل الأول : أنظمة الإنذار المهني.

المادة 76 : إن القواعد التي تدير أنظمة الإنذار المهني في إطار حماية البيانات ذات الطابع الشخصي قد تم تنظيمها من طرف الوكالة الوطنية لأمن الإعلام والتصديق الإلكتروني (ANSICE)

Article 77 : La personne mise en cause dans le cadre d'un traitement des données à caractère personnel doit être informée le plus rapidement possible par l'ANSICE de l'existence d'un signalement et des faits qui lui sont reprochés afin de lui permettre d'exécuter ses droits prévus par la présente loi.

L'information de la personne mise en cause peut être reportée dans des circonstances exceptionnelles telles que le risque de destruction de preuves.

CHAPITRE II : DU CODE DE CONDUITE

Article 78 : L'ANSICE doit encourager à l'élaboration de codes de conduites destinées à contribuer, en fonction de la spécificité des secteurs, à la bonne application des dispositions de la présente loi.

Article 79 : Les associations professionnelles et les autres organisations d'autres catégories de responsables du traitement qui ont élaboré des projets de codes nationaux ou qui ont l'intention de modifier ou de proroger des codes nationaux existants doivent les soumettre à l'autorisation de l'ANSICE.

L'ANSICE doit s'assurer, entre autres, de la conformité des projets qui lui sont soumis avec les dispositions de la présente loi. Elle recueille, si elle estime nécessaire, les observations des personnes concernées ou celles de leurs représentants.

CHAPITRE III : DES SANCTIONS

Section I : Des sanctions administratives

Article 80 : L'ANSICE peut prononcer les mesures suivantes :

- a) un avertissement à l'égard du responsable du traitement qui ne respecte pas les obligations découlant de la présente loi ;
- b) une mise en demeure de faire cesser les manquements concernés dans le délai qu'elle fixe ;
- c) des pénalités en conformités avec les manquements constatés.

Le montant des pénalités est fixé par voie réglementaire et leur recouvrement est effectué conformément à la législation relative au recouvrement

المادة 77 : الشخص المتهم في إطار معالجة البيانات ذات الطابع الشخصي يجب أن يتم أخطاره في أسرع وقت ممكن من طرف الوكالة الوطنية لأمن الإعلام والتصديق الإلكتروني بوجود إشارات وتهم موجهة إليه حتى يتسنى له تنفيذ حقوقه التي نص عليها هذا القانون .

إن إخطار الشخص الذي أثبتت حوله الشكوك يمكن أن يؤجل إلى ظروف استثنائية مثل خطورة هدم الأدلة .

الفصل الثاني : قانون الضبط

المادة 78 : على وكالة ANSICE أن تشجع في إعداد قوانين لضبط مواجهة للمساهمة بحكم نوعية القطاعات والتطبيق الجيد لأحكام هذا القانون .

المادة 79 : إن الجمعيات المهنية والمنظمات الأخرى من الطبقات الأخرى المسؤولين عن معالجة الموضوع ، والذين سبق لهم إعداد مشاريع قوانين وطنية ، أو الذين لديهم رغبة في تغيير أو تمديد القوانين الوطنية الموجودة عليهم أن يضعوها في متناول الوكالة الوطنية لأمن الإعلام والتصديق الإلكتروني فالوكالة عليها أن تتأكد من مطابقة المشاريع التي قدمت إليها من الأشخاص المعنيين أو من الأشخاص الذين يمثلونهم .

الفصل الثالث : العقوبات

القسم الأول : العقوبات الإدارية

المادة 80 : يمكن للوكالة أن تتخذ الإجراءات التالية :

أ- أن تقدم تحذيرا تجاه المسؤول الذي يعالج الموضوع ولا يحترم الالتزامات المتمخضة عن هذا القانون .

ب- الإنذار من أجل الكف عن التقصير الملاحظ في المدة التي تحددها الوكالة

ج- تكون العقوبات مطابقة مع التقصير الملاحظ .

إن مبالغ العقوبات محددة بالطرق اللاحقة - وأن تسديدها يتم وفقا للتشريعات المتعلقة بتسديد قروض الدولة .

المادة 81 : في الحالات العاجلة - وحينما يكون تطبيق

- représentant, son préposé ou mandataire qui n'a pas respecté les obligations prévues à l'article 35 de la présente loi ;
- d) le responsable du traitement, son représentant, son préposé ou mandataire, qui n'a pas donné communication, dans le délai d'un (1) mois à compter de la réception de la demande, des renseignements visés à l'article 38 de la présente loi ou donné sciemment des renseignements inexacts ou incomplets ;
- e) toute personne qui, pour contraindre une personne à lui communiquer les renseignements obtenus par l'exercice du droit consacré par l'article 38 de la présente loi, ou à donner son autorisation au traitement de données à caractère personnel la concernant, a usé à son égard de voies de fait, de violence ou menaces, de dons ou de promesses ;
- f) le responsable du traitement, son représentant, son préposé ou mandataire qui met en œuvre ou gère, continue de gérer ou supprime un traitement automatisé de données à caractère personnel sans avoir satisfait aux exigences imposées par l'article 65 de la présente loi ;
- g) le responsable du traitement, son représentant, son préposé ou mandataire, qui fournit des informations incomplètes ou inexacts dans les déclarations prescrites par l'article 70 de la présente loi ;
- h) toute personne qui a transféré, fait ou laissé transférer des données à caractère personnel vers un pays non membre de la CEMAC ou de la CEEAC en violation de l'article 29 de la présente loi, et sans qu'il ait été satisfait à l'une des exigences prévues à l'article 31 de la présente loi ;
- i) toute personne qui a empêché l'ANSICE, ses membres ou les experts requis par elle de procéder aux vérifications en vertu des pouvoirs qui leur sont conférées.

Article 85 : En condamnant du chef d'infraction au présent article, l'autorité judiciaire doit ordonner

35 من هذا القانون .

د/ مسئول المعالجة أو ممثله أو مفوضه أو وكيله الذي لم يقيم بالتبليغ في ظرف شهر واحد بدءا من تاريخ استلامه للطلب , والمعلومات الواردة في المادة 38 من هذا القانون , أو يقوم بإصدار معلومات غردقيقة أو ناقصة .

ه/ كل شخص من أجل إجبار شخص آخر لكي يبلغ إليه المعلومات التي تحصل عليها من خلال ممارسته للحقوق التي نصت عليها المادة 38 من هذا القانون , أو يعطيه تصريحه لمعالجة البيانات ذات الطابع الشخصي التي تخصه واستعمل تجاهه الطرق الغير شرعية أو العنف أو التهديد أو الوعود و/ مسئول المعالجة أو ممثله أو مفوضه أو وكيله الذي يقوم بتنفيذ أو إدارة , أو يستمر في إدارة أو يلغي نظام المعالجة الآلية للبيانات ذات الطابع الشخصي دون أن يلتزم بالشروط الواردة في المادة 65 من هذا القانون .

ز/ مسئول المعالجة أو ممثله أو مفوضه أو وكيله الذي يصدر معلومات غير كاملة أو غير دقيقة في البيانات الواردة في المادة 70 من هذا القانون.

ن/ كل شخص بنقل أو ترك نقل البيانات ذات الطابع الشخصي إلى دولة غير عضو في المجموعة الاقتصادية والنقدية لدول إفريقيا مركزية أو دول المجموعة الاقتصادية لدول إفريقيا المركزية مخترقا للمادة 29 من هذا القانون دون أن يلتزم بواحدة من الشروط الواردة في المادة 31 من هذا القانون .

ك/ كل شخص منع الوكالة الوطنية لأمن الإعلام والتصديق الإلكتروني , أو أعضائها أو الخبراء الذين طلبتهم الشروع في المراقبة بموجب السلطات التي خولتها إياهم .

المادة 85 : إدانة للرئيس المخالف لهذه المادة , فإن السلطات القضائية أن تأمر بالتقديم إلى القضاء كليا أو جزئيا في جريمة أو عدة جرائم وفقا للشروط التي تحددها

l'insertion du jugement, intégralement ou par extraits, dans un ou plusieurs journaux, dans les conditions qu'il détermine, aux frais du condamné.

Article 86 : En condamnant du chef d'infraction au présent article, le juge peut prononcer la confiscation des supports matériels des données à caractère personnel formant l'objet de l'infraction, tels que les fichiers manuels, disques et bandes magnétiques, à l'exclusion des ordinateurs ou de tout autre matériel, ou ordonner l'effacement de ces données.

La confiscation ou l'effacement peuvent être ordonnés même si les supports matériels des données à caractère personnel n'appartiennent pas au condamné. Les objets confisqués doivent être détruits lorsque la décision a acquis l'autorité de la chose jugée.

Article 87 : L'application des dispositions de l'article 84 ci-dessus ne fait pas obstacle aux mesures de clémence prévues par les lois telles que la suspension ou le sursis à exécution à l'exception des peines prévues aux articles 85 et 86 ci-dessus.

Article 88 : Sans préjudice des interdictions énoncées par des dispositions particulières, le tribunal peut, lorsqu'il condamne du chef d'infraction au présent article, interdire au contrevenant de gérer, personnellement ou par personne interposée, et pour deux (2) ans au maximum, tout traitement de données à caractère personnel.

Article 89 : Toute infraction à l'interdiction édictée par l'article 88 ci-dessus ou toute récidive relative aux infractions visées au même article sont punies d'un emprisonnement de six (6) mois à deux (2) ans et d'une amende d'un (1) million à cinq (5) millions de francs, ou de l'une de ces deux peines seulement.

Article 90 : Le responsable du traitement ou son représentant en République du Tchad est civilement responsable du paiement des amendes auxquelles son préposé ou mandataire a été condamné.

CHAPITRE IV : DES RECOURS

Section I : Du recours auprès de l'ANSICE

Article 91 : L'ANSICE peut être saisie par toute personne agissant par elle-même ou par son

sur le calcul des dommages.

المادة 86 : إدانة الرئيس المخالف لهذه المادة يمكن للقاضي أن يعلن مصادرة حامل معداته وبياناته ذات الطابع الشخصي التي تشكل سبب المخالفة مثل نظام إدارة الملفات والشرائط الممغنطة باستثناء الكمبيوتر وغيره من المعدات أو الأمر بمسح جميع البيانات. إن المصادرة أو مسح البيانات يمكن أن يؤمر بها حتى أن حامل معدات البيانات ذات الطابع الشخصي ليست ملزمة للشخص المدان.

إن المعدات التي تمت مصادرتها يجب أن تدمر حينما يكون قرار السلطات القضائية نص على ذلك

المادة 87 : إن تطبيق أحكام المادة 84 أعلاه لا تكون عائقاً في اتخاذ إجراءات العفو الواردة في القوانين مثل الإيقاف المؤقت أو الحكم مع وقف التنفيذ باستثناء العقوبات الواردة في المادة 85 و86 أعلاه.

المادة 88 : دون الإخلال بالموانع المذكورة في الأحكام الخاصة، فإن المحكمة يمكن لها حينما تدين رئيس المخالفة بموجب هذه المادة تمنع المخالف ليدبر شخصياً أو بواسطة شخص آخر لمدة سنتين على أقصى كل معالجة البيانات ذات الطابع الشخصي.

المادة 89 : كل مخالفة للمحظورات المذكورة في المادة 88 أعلاه أو كل إصرار في الجرائم المتعلقة بالمخالفات المذكورة في نفس المادة، يعاقب عليها بالسجن ما بين ستة أشهر إلى عامين وبغرامة مالية ما بين واحد مليون إلى خمسة ملايين فرنك سيغا أو بوحدة من هاتين العقوبتين.

المادة 90 : إن مسئولية المعالجة أو من يمثله في جمهورية تشاد مسئول مدنياً بدفع الغرامات التي وكيله أو مفوضه قد أدين بها.

الفصل الرابع : اللجوء إلى القضاء

القسم الأول : اللجوء إلى الوكالة الوطنية.

المادة 91 : إن الوكالة الوطنية يمكن أن يتم الاتصال بها من طرف أي شخص يتصرف باسمه أو باسم ممثله بموجب المواد 48، 49 و50 من هذا القانون سواء

représentant au sens des articles 48, 49, et 50 de la présente loi, par l'entremise de son avocat ou par toute autre personne physique ou morale mandatée.

Les modalités de saisine de l'ANSICE seront précisées par voie réglementaire.

Section 2 : Du recours à l'Autorité judiciaire

Article 92 : Sans préjudice du recours administratif qui peut être organisé, notamment devant l'ANSICE, et antérieurement à la saisine de l'Autorité judiciaire, toute personne dispose d'un droit de recours juridictionnel en cas de violation des droits qui lui sont garantis par les dispositions de la présente loi.

Article 93 : Toute personne ayant subi un dommage du fait d'un traitement illicite ou de toute action incompatible avec les dispositions de la présente loi a le droit d'obtenir du responsable du traitement la réparation du préjudice subi.

Article 94 : Le responsable du traitement peut être exonéré partiellement ou totalement de cette responsabilité s'il prouve que le fait qui a provoqué le dommage ne lui est pas imputable.

TITRE VII : DES DISPOSITIONS TRANSITOIRES ET FINALES

Article 95 : Tous les traitements de données en cours pour le compte de l'Etat, d'un établissement public, d'une collectivité locale ou d'une personne morale de droit privé gérant un service public, seront soumis à une déclaration auprès de l'ANSICE dans les conditions prévues à l'article 54 de la présente loi.

Article 96 : A compter de la date d'entrée en vigueur de la présente loi, tous les traitements de données doivent répondre aux prescriptions de celle-ci, dans les délais ci-après :

- a) deux (2) ans pour les traitements de données opérés pour le compte de l'Etat, d'un établissement public, d'une collectivité locale ou d'une personne morale de droit privé gérant un service public ;
- b) un (1) an pour les traitements de données à caractère personnel effectués pour le

par une personne morale ou physique ou par un individu ou une entité morale ou physique. En outre, les personnes physiques ou morales ou les entités morales ou physiques qui ont des activités ou des opérations de traitement de données à caractère personnel doivent être soumises à la présente loi.

القسم الثاني: اللجوء إلى السلطات القضائية.

المادة 92 : دون الإخلال بمبدأ اللجوء الإداري الذي يمكن أن يتم خاصة أمام الوكالة , ويسبقه الشكوى لدى السلطات القضائية , كل شخص يملك حق الشكوى القضائية في حالة اختراق الحقوق التي ضمنت له بأحكام هذا القانون .

المادة 93 : كل شخص تعرض لضرر بسبب المعالجة الغير قانونية أو بأي عمل آخر مخالف لأحكام هذا القانون لديه الحق أن يأخذ من مسئول المعالجة إصلاحات الضرر الذي لحق به .

المادة 94 : إن مسئول المعالجة يمكن أن يعف عنه جزئيا أو كليا من هذه المسئولية إذا ثبت بأن العمل الذي قام به وأدى إلى الضرر لا ينسب إليه

الباب السابع: الأحكام الانتقالية والختامية

المادة 95 : جميع معالجة البيانات الجارية على حساب الدولة أو مؤسسة عامة أو مجموعة محلية أو شخص معنوي ذو حق خاص يقوم بإدارة مصلحة عامة يخضعون لبيان لدى الوكالة الوطنية وفقا للشروط الواردة في المادة 54 من هذا القانون .

المادة 96 : ابتداء من تاريخ الدخول حيز التنفيذ لهذا القانون إن جميع معالجة البيانات يجب أن تستجيب لما ورد في هذا القانون وفقا للفترات التالية:

- أ- سنتان بالنسبة لمعالجة البيانات التي على حساب الدولة , المؤسسة العامة , الجماعة المحلية أو شخص معنوي ذو حق خاص يقوم بإدارة مصلحة عامة .
- ب- سنة واحدة لمعالجة البيانات ذات الطابع الشخصي أجريت على حساب أشخاص معنويين من غير الذين تمت الإشارة إليهم في الفقرة أعلاه .

compte de personnes morales autres que celles visées à l'alinéa ci-dessus.

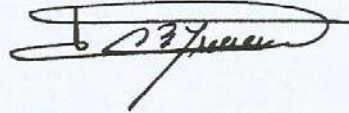
المادة 97 : إذا دعت الحاجة فإن بقية شروط تطبيق هذا القانون يتم شرحها بالطرق التنظيمية.

Article 97 : En tant que de besoin, les autres conditions d'application de la présente loi seront précisées par voie réglementaire.

المادة 98 : إن هذا القانون يسجل وينشر في الجريدة الرسمية للجمهورية وينفذ كقانون للدولة.

Article 98 : La présente loi sera enregistrée, publiée au Journal Officiel de la République et exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à N'Djamena, le 10 Février 2015
حرر في نجامينا يوم



IDRISS DEBY ITNO

إدريس ديبي إتنو